

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**UKRAINE:
DES SENTIMENTS
AUX ARMES**

Michel Segal
Pages 4-5

**DOSSIER
L'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE, SIMPLE
CONCEPT MARCHAND?**

Page 9

**«LIBRE ÉCHANGE»
ET ENVIRONNEMENT:
LE RETOUR DES
VIRUS OUBLIÉS**

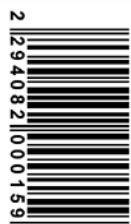
Bruno Poncelet
Page 19



Illustration: Anne-Gaëlle Amiot

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



SOMMAIRE

LES OREILLES À VIF

Gwenaël Breës / Page 3

UKRAINE : DES SENTIMENTS
AUX ARMES

Michel Segal / Pages 4-5

NUCLÉAIRE : LA DÉBÂCLE
A COMMENCÉ

Paul Lannoye / Page 6

PLACE À LA PAROLE
ET ALORS CES VACANCES ?

Jean Sur / Page 7

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

DOSSIER
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE :
SIMPLE CONCEPT MARCHAND ?

Pages 9-18

LE PIÈGE DU LABEL

Pierre Besse / Pages 10-11

LE BIO À L'ÉPREUVE
DES DROITS SOCIAUX

Patrick Herman / Pages 12-13-14

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE :
VERS UN NOUVEAU COMMERCE
TRIANGULAIRE

P.H. / Pages 14-15

LA BIO PIRATÉE

Dominique Guillet / Pages 14-15-16

LA CONSOMMATION « ÉTHIQUE »,
AU-DELÀ DES NICHES ÉLITISTES

Etienne Verhaegen / Pages 17-18

« LIBRE-ÉCHANGE »
ET ENVIRONNEMENT

Bruno Poncelet / Page 19

ALTERNATIVE

Léonore Fresnois / Pages 20-21

FOIRE AUX
SAVOIRS-FAIRE / BRÈVES

Page 22

LU, VU, ENTENDU /
ANNONCES/AGENDA

Page 23

LES PETITES HISTOIRES
DE L'HUMANITÉ

Page 24

LE FOOT-SPECTACLE
N'EST PAS DU FOOT!

«L'aliénation du spectateur au profit de l'objet contemplé (qui est le résultat de sa propre activité inconsciente) s'exprime ainsi: plus il contemple, moins il vit; plus il accepte de se reconnaître dans les images dominantes du besoin, moins il comprend sa propre existence et son propre désir».

Guy Debord, La société du spectacle

- «Alors, prêt pour ce soir».
- «Pour quoi, qu'est ce qui se passe?»
- «Ben, le match»!

«Ah le match»... Au-delà du spectacle totalisant de cette coupe du monde, les échanges autour de ce qui se passait furent particulièrement représentatifs de la puissance de l'idéologie dominante et de la soumission passive à un ordre de chose qui, même chez ceux qui le reconnaissent, est le plus souvent suivi d'un rassurant «que veux-tu, on ne peut pas le changer». Si, partageant son plaisir du match à venir, notre interlocuteur constatait rapidement que le foot-spectacle n'avait pas notre préférence, il en concluait le plus souvent que ce choix n'était que question de goût et d'une non prédilection pour la chose, et était donc tout à fait subjectif: «ah tu n'aimes pas?». Binarité propre à notre mode de pensée moderne: on aime ou on aime pas, c'est tout! A plat les nuances, et la possibilité de sortir de cette question d'affection pour la chose. Car n'y a-t-il pas, avant ce plaisir télévisuel, une possibilité de réflexion du prix à payer pour rendre le jeu possible?

Mêlant habilement, de peur sans doute de perdre une partie de leur lectorat dont leur survie professionnelle dépend, critique du foot-spectacle et critique du football en tant qu'activité ludique, les journalistes d'apparence iconoclaste fustigeront «une certaine intelligentsia qui préfère n'y voir que divertissement de "beauf", haine identitaire et "opium du peuple"», alors que «le football est, pour un joueur comme pour un supporter, un formidable spectacle, avec ses règles et ses codes, ses fulgurances et ses drames, ses joies et ses mystères»1. Fallait-il le préciser? Voilà l'attitude journalistique conformiste, inepte, propre à celui qui ne veut pousser la critique jusque dans ses tréfonds radicaux – la seule vraie critique sociale. Car il est évident que le foot comme jeu ne peut donner lieu à une forme de remise en question, il est un jeu et on l'aime ou on ne l'aime pas, point besoin d'en faire une critique sociale; point besoin de stigmatiser celui qui s'y adonne, ou de fustiger celui qui n'y trouve aucun plaisir. Mais le foot-spectacle n'en a que faire du football ludique, du jeu qui n'a comme but que le plaisir de jouer, de «ses règles et ses codes, ses fulgurances et ses drames, ses joies et ses mystères». Il les met en scène, les instrumentalise, et qu'importe le spectacle, l'objectif est toujours le même:

faire croître les profits! Le journaliste ne voit pas cette contradiction quand de lui-même il énonce «hélas! de "morale" il ne semble effectivement plus guère question dans le football contemporain».

Certes, il y aura bien un moment où la même logique aura envahi tous les lieux du ludisme désintéressé et où le match de foot local ne sera plus que la caricature des shows télévisés – c'est déjà en grande partie le cas. Mais confondre les deux, c'est tacitement accepter le discours dominant. C'est jouer le jeu lénifiant du patronat, énoncer que «celui qui critique sépare», voyant dans une analyse construite de la formidable machine à faire du fric que le foot-spectacle représente l'unique production d'un intellectuel patenté membre de l'intelligentsia honnie. C'est acquiescer au sophisme «tu n'aimes pas la coupe, donc tu n'aimes pas le foot»...

La FEB l'a bien compris, elle qui titrait Kompany² et company dans sa newsletter du 9 juillet, et énonçait «le merchandising (sic) lié aux Diables rouges a tourné à plein régime, lors des matchs les supporters ont envahi les squares et le drapeau tricolore belge flottait aux fenêtres. Pendant des semaines, ils ont été le principal sujet de conversation(...) L'enthousiasme n'a pas été excessif. Et puis, comment pourrait-on trop supporter son équipe? Si nous ne croyons pas en nous, qui le fera? Si nous ne nous prenons pas au sérieux, pourquoi le reste du monde le ferait-il?».

L'illusion du consensus, la société sans classes, l'aliénation du spectateur sont une formidable machine pour perpétuer une société inégale qui assure les profits d'une minorité. Pourtant, deux mois après, en septembre, l'administrateur délégué des lobbies patronaux, la FEB, exhortait le futur gouvernement fédéral à un véritable «choc de compétitivité». Il rappelait involontairement que derrière le subterfuge de l'égalité sociale des spectateurs de l'équipe nationale, l'objectif principal de la FEB était de maintenir l'inégalité, source de profits: «une des priorités est inéluctablement la résorption de notre handicap salarial». Et, parfaitement cynique, il présentait son modèle social: «pour la période 2000-2014, la Grèce et l'Espagne comptent même parmi les pays les plus performants de la zone euro».

On comprend pourquoi ceux qui profitent de la situation continueront à apprécier le football spectacle. Il est, dans les rouages du pouvoir, l'un de ceux qui assurent la perpétuation de la domination. Et non des moindres.

Alexandre Penasse

Suite à l'article de Corine Jamar «la Crète se mobilise contre la destruction des armes chimiques syriennes en méditerranée», paru dans le Kairos 14, Greenpeace Belgique nous envoie cette réaction.

«Nous avons tout récemment appris que vous aviez publié un article traitant du déversement de produits chimiques (dont des armes syriennes) en Méditerranée, avec un passage peu valorisant concernant Greenpeace.

Nous sommes assez surpris. A travers, principalement, ses bureaux italien et grec, Greenpeace suit ce dossier depuis le début, tout comme l'organisation est impliquée dans le débat sur les armes chimiques depuis 1992. Des contacts réguliers

avec l'OPCW ont déjà eu lieu, au cours desquels certaines inquiétudes et questions ont été formulées. Bien sûr, nous respectons votre liberté d'opinion ("cible facile", "intérêts capitalistes"... bien que nous ne pensons pas que s'opposer à des géants pétroliers pour la protection de l'Arctique par exemple ou pour contrer les forages pétroliers aux îles Canaries soit "facile") [...] N'hésitez pas à revenir vers nous. Et à nous contacter à l'avenir, nous sommes toujours prêts à vous répondre».

Nous remercions Greenpeace d'ouvrir le débat. Nous ne manquerons pas, dans un prochain numéro, de l'élargir encore et de mener l'enquête...

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34-B
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été tiré à 1 500 exemplaires

Route: Cambier / livré chez Tondeur par Dioxyde de Gambettes

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Sarah Cleeremans, Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia

Chroniqueurs

Gwenaël Breës, Paul Lannoye,
Jean-Pierre Léon Collignon
La Foire aux Savoir-Faire asbl

Illustrations

Anne-Gaëlle Amiot, Catherine Pellin,
François Hubert, Chloé Perarnau,
Anne Brugni, Abdel de Bruxelles,
Lucy Watts, Aurore Vegas, Titom, Elise
Wilk, Agathe Payen, Alice Bossut,
Jérôme Désert, Léonore Fresnois
Alain Munoz, Pierre Lecrenier

Ont contribué à ce numéro

Michel Segal, Jean Sur,
Pierre Besse, Patrick Herman,
Dominique Guillet, Etienne Verhaegen,
Bruno Poncelet, Léonore Fresnois,
Bernard Legros

LES OREILLES À VIF

CHRONIQUE SONORE D'UNE MATINÉE ORDINAIRE À BRUXELLES AU PRINTEMPS 2014

4h37. Soudain, une sonnerie stridente retentit à intervalle régulier. Je sursaute. Les rêves dans lesquels j'étais plongé s'évaporent en quelques secondes. Il y a deux heures, j'avais été tiré une première fois du sommeil par une bande de fêtards sortant de boîte de nuit. Mon sang ne fait qu'un tour, je bondis hors du lit et ouvre rageusement la fenêtre. Pour une fois, il ne s'agit pas d'une alarme antiviol défaillante: j'aperçois un camion stationné sur le trottoir dont un ouvrier au tablier tacheté de sang décharge des carcasses bovines pour les livrer au boucher du coin. Trop content de pouvoir interpeller le responsable de ce tintamarre, je lui hurle qu'en voilà des heures pour s'adonner à ce genre de tâche. Imperturbable, il m'invite à adresser mes plaintes à son patron pour ce qui concerne les horaires de travail, et au constructeur automobile afin que celui-ci permette d'ouvrir le hayon de ses véhicules sans faire tout ce boucan. Désarçonné, je cherche une répartie pertinente lorsque le voisin d'en face ouvre à son tour sa fenêtre et se met à vitupérer... sur moi. C'est mon tapage intempestif qui suscite sa fureur. J'essaye de m'excuser mais en vain, mon voisin préférant claquer sa fenêtre plutôt qu'écouter mes explications. Tandis que le livreur de viande se gausse de la situation et retourne à son labeur, je me rallonge et, convaincu des vertus apaisantes du tabac, j'allume une cigarette.

La répétition quasi quotidienne de ce genre d'incidents me donne des sentiments de colère que j'ignore encore contre qui retourner. Mon propriétaire? Il vient de refaire l'isolation de l'appartement, me procurant ainsi un peu plus de calme. Mon voi-

5h52. Première ambulance de la nuit, troisième réveil, deuxième cigarette. Suivent des voitures de police toutes sirènes hurlantes. En fond, le murmure des premiers trams et bus annonce l'arrivée imminente et massive des voitures. Il reste moins d'une heure avant que les marteaux-piqueurs se mettent à vrombir sur le chantier d'à côté... Face à un rapport de force à ce point disproportionné, ma capitulation est inéluctable: inutile d'essayer encore de dormir. Je me reconforte en comparant mon calvaire à celui des riverains de Zaventem qui endurent chaque année des dizaines de milliers de décollage et d'atterrissage d'avions.

7h00. Les nerfs à vif, les yeux embrumés et les neurones en désordre, je sors acheter un paquet de tabac. Je me dis que tout ça ne doit pas être très bon pour la santé. Ma consommation de cigarettes augmente proportionnellement à mon niveau de tension et au manque de sommeil. Pour me consoler, je ne trouve rien de mieux que repenser au dicton prétendant que le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt.

7h30. Après avoir slalomé sur mon vélo au milieu des gaz d'échappement et des coups de klaxon de conducteurs énervés par un long embouteillage, me voilà bloqué par un barrage de police. Aujourd'hui, Bruxelles accueille le sommet Europe-Afrique dont les 90 délégations entraînent le déploiement de milliers de policiers paralysant plusieurs quartiers. J'abandonne ma traversée du centre-ville et, par la même occasion ma liste de courses.

Au cours des 10 derniers jours, j'en ai déjà croisé à 5 reprises au moins: il y a eu la visite du secrétaire général de l'ONU, celles des présidents américain et chinois, puis un sommet de l'OTAN et un autre de l'UE. En 2001, Bruxelles a hérité de l'organisation de tous les sommets européens dont le nombre annuel a quintuplé en une décennie... Être capitale internationale, ça se mérite!

10h00. De retour chez moi, je constate avec plaisir que les marteaux-piqueurs ne sont plus à l'œuvre. Je me demande parfois si les chefs de chantiers font exprès de planifier à l'aube les travaux les plus bruyants. Aucune réglementation ne l'interdit et l'entrepreneur concerné m'a d'ailleurs fait comprendre (un samedi matin où je me plaignais que ses machines tournaient le week-end) que je pouvais m'estimer heureux de ce que le gros œuvre touche à sa fin et qu'il ne reste plus qu'un an et demi avant l'achèvement des finitions... si tout va bien. Mais soit. Profitant du répit sonore, je peux enfin trouver la concentration nécessaire pour commencer ma journée de travail.

10h05. Un joueur de cymbalum s'installe sous ma fenêtre. J'aime beaucoup le cymbalum, c'est un instrument très mélodieux. La première fois que j'ai entendu un musicien en jouer dans ma rue, c'était en aménageant dans cet appartement et j'étais enchanté d'entendre de la musique acoustique dans l'espace public. Depuis, deux années ont passé et la répétition hebdomadaire des quelques mêmes morceaux, joués en boucle à destination des touristes, s'est transformée en supplice. Hélas, les oreilles n'ont pas de paupières... À l'image des détenus des prisons secrètes de la CIA obligés d'écouter pendant des jours d'affilée des morceaux de rap, de metal, de pop, voire des chansons pour enfants, des pleurs de bébés ou des miaulements de chats, ou comme les habitants de Falloujah en 2004, bombardés de hard rock à plein volume par les GI's; je suis privé de silence et d'intimité sonore.

Que faire? Se défendre en se dotant d'un ampli et de baffles puissants, et ajouter à la cacophonie générale? S'isoler sous un casque pour pouvoir au moins choisir sa propre musique? Continuer à subir cette invraisemblable accumulation d'informations sonores en tous genres, sirènes, sonneries, moteurs, baffles, alarmes, qui nous rendent stressés et malades? Déménager vers des quartiers plus périphériques, plus calmes, plus ennuyeux et plus chers? Quitter la ville? Se doter de "zones calmes" comme le préconisent certaines villes françaises? Créer à la campagne des "zones de silence" pour le repos des citoyens, et lancer un tourisme du silence comme cela s'expérimente aux Pays-Bas? Prendre des somnifères? Devenir sourd?...

10h30. À force de retourner cette équation dans tous les sens, un douloureux mal de tête s'est ajouté à la fatigue, à la tension et à la mauvaise humeur. Je ne suis sûr que d'une chose: le monde n'appartient pas forcément à ceux qui se lèvent tôt.

Gwenaël Breës

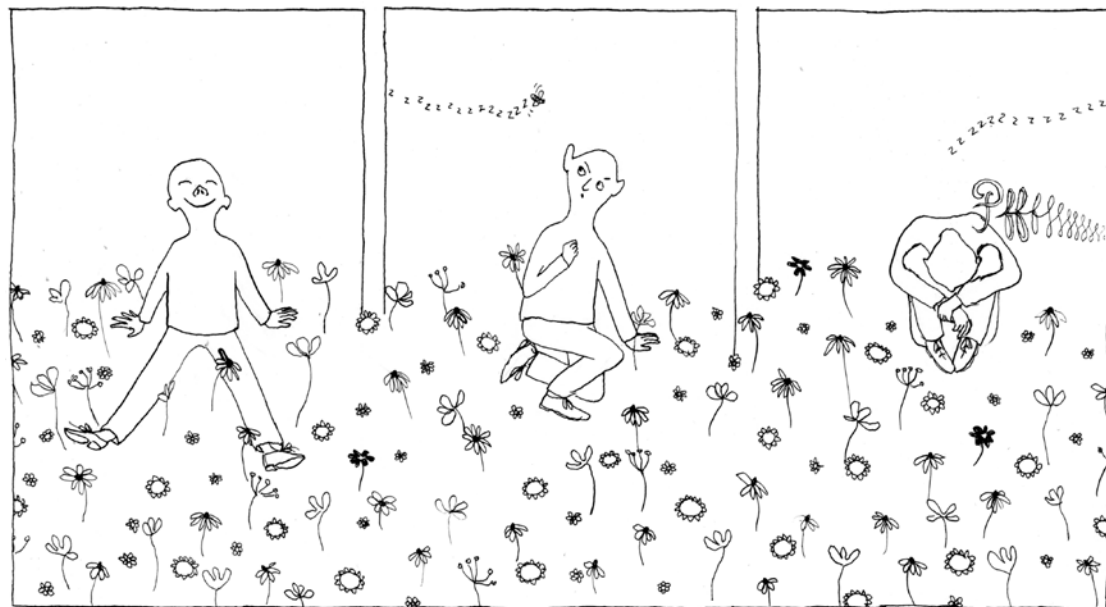


Illustration: Catherine Pellin

sin? À sa décharge, je dois admettre l'avoir déjà réveillé quelques jours plus tôt alors que j'écoutais de la musique sans me soucier ni de l'heure tardive ni des fenêtres restées ouvertes à cause de la chaleur... L'Union européenne? Un adversaire un peu trop colossal et qui semble plus sensible aux sirènes des lobbies automobiles qu'aux 210 millions d'Européens victimes de surexposition aux nuisances sonores des véhicules. Le nouveau règlement de l'UE limitant le niveau de bruit ne s'appliquera d'ailleurs réellement que dans 8 ans... et permettra, par dérogation, aux voitures de sport ou de grand luxe d'augmenter leur volume sonore de 2 à 6 décibels! C'est en méditant là-dessus que j'enfonce des boules Quies dans mes oreilles et finis par retrouver le sommeil.

8h45. Jugeant sage de ne pas rentrer chez moi tant que les marteaux-piqueurs y font trembler le sol, j'ai trouvé une terrasse tranquille où, après avoir savouré un premier café, je patiente en goûtant le plaisir de fermer les yeux en me laissant doucement griller au soleil. Quiétude aussitôt troublée par l'arrivée d'un hélicoptère tournoyant dans les airs. Connaissez-vous la sensation que procure la présence d'un appareil de police stagnant juste au-dessus de votre tête? Outre le vacarme des hélices et du moteur qui ferait passer la circulation automobile pour un doux ronronnement, il y a cette ambiance de guerre et cette désagréable impression d'être surveillé, soupçonné, voire déjà coupable. Je n'arrive pas à m'y habituer, même si l'hélicoptère est devenu un engin familier dans le ciel bruxellois.

UKRAINE: DES SENTIMENTS AUX ARMES

La guerre en Ukraine ne se résume pas à des mouvements de soldats sur le terrain ; ce sont aussi des sentiments : ceux des acteurs les uns pour les autres, et ceux des spectateurs pour chacun d'entre eux.

LA SYMPATHIE

Barack Obama est définitivement un personnage sympathique. Un visage souriant, une voix douce et profonde, et une femme passionnante au point que *Le Figaro* en a parlé 265 fois, souvent en ne l'appelant que par son prénom. Nous avons tous applaudi avec émotion à l'élection du premier président noir des Etats-Unis et avons même suivi son investiture pour laquelle la télévision française a jugé bon de retransmettre quatre heures de direct. *Le Monde* en a parlé plus de 13 000 fois. Et ce n'est pas parce que les Etats-Unis sont la première puissance économique, car le journal *Les Echos*, spécialiste en la matière, en a parlé à peine 5 000 fois. Cette sympathie et cette confiance ont été construites, consolidées, sublimées même, par la quasi-totalité de la presse décrivant sans cesse les moindres faits et gestes de la famille présidentielle, nous retransmettant heure par heure sa moindre déclaration (ou celle de son administration), sa moindre intervention, sa moindre impression et même ses moindres soupçons, sans compter ses accusations basées sur d'hypothétiques preuves.

Les journalistes sont rarissimes à ne pas être tombés dans cette véritable idolâtrie qui leur fait perdre tout sens commun, toute raison, toute clairvoyance. L'un de ceux-là, héroïque et pas de moindre référence, a écrit dans *Les Echos* du 20 juillet. Le moins que l'on puisse dire est qu'il ne s'agit pas d'un journal anti-américain ou prorusse ni d'un journaliste adepte de la théorie du complot. Il s'agit juste d'un homme qui a gardé sa raison et qui semble un peu en colère d'être l'un des derniers à avoir les yeux ouverts. C'est Jean-Luc Baslé, l'ancien directeur du journal *Les Echos*. Il écrit à propos de la conférence de presse d'Obama du 18 juillet :

« Comment accorder crédit à une nation qui a envahi un pays, l'Irak, sous un faux prétexte, la présence d'armes de destruction massive, qui fausement en accuse un autre, la Syrie, d'utiliser des armes chimiques, qui en détruit un troisième, la Libye, après s'être accommodé de son dirigeant pendant des décennies, et qui organise un coup d'état dans un quatrième, l'Ukraine². Tout cela au nom de la liberté et de la démocratie ! Comment croire pareilles énormités au regard de l'état de ces pays aujourd'hui ? Dans sa conférence de presse, Obama a été très clair. Poutine doit se soumettre aux conditions américaines ou subir de nouvelles sanctions. Les sanctions sont un acte de guerre. Etrange attitude d'un président qui invoque la diplomatie dans sa déclaration préliminaire mais confronte son adversaire avec un ultimatum ? Poutine est un homme peu recommandable, certes. Pour autant, doit-il être condamné sans jugement ? »

LA DÉFIANCE

Près de 800 fois le journal *Le Monde* associe le terme KGB à Poutine³. On peut citer comme exemple édifiant un article du 16 mai 2014 nommé « La Russie affiche ses ambitions dans le foot », dans la rubrique Sport et forme consacré au joueur Beckenbauer dans lequel on lit textuellement : « Il ne faut jamais oublier que Poutine a été en poste à

Dresde pour le KGB ». Le KGB fait vendre, certes, avec ses images d'espions cruels vêtus de sinistres manteaux gris, agissant dans le froid et se livrant à des assassinats en série. Mais on pourrait aussi rappeler que le KGB (actuellement FSB) est comme tous les services secrets du monde, comme le MOSSAD, la CIA ou le MI6 : il recrute parmi l'élite de l'armée ses éléments les plus brillants et les plus loyaux. Et quand on voit certains chefs d'État, on peut regretter qu'ils n'aient pas été choisis précisément pour ces deux qualités. Il est avéré qu'Obama a mis sur écoute la terre entière, mais quelle importance si c'est Poutine l'espion. Passons sur le nombre incalculable de fois où l'on a pu entendre ou lire *l'homme fort* ou le maître du Kremlin, ou encore qualifier le défilé militaire russe de *démonstration de force*, ou qui *montre ses muscles*, pendant que le défilé militaire français, lui, n'est qu'une joyeuse parade bon enfant. Et on a même pu entendre des commentateurs juger que Poutine n'avait pas un regard franc. Le cas de Poutine est définitivement réglé lorsque Marine Le Pen en dit son estime. Là, il devient définitivement acquis que Poutine est un monstre dangereux.

Sans doute avons-nous perdu toute conscience politique, sommes-nous si désespérés pour ne plus croire qu'en ces misérables « révolutions » customisées

Tout cela donne une idée de l'obsession que les médias transmettent à l'opinion publique en même temps qu'une certaine ignorance, comme une légendaire et totalement absurde volonté expansionniste de la Russie. Il s'agit bien ici d'ignorance des réalités du pays. On ne semble pas se représenter le danger qu'il y a à matraquer ainsi une telle propagande qui risque, si ce n'est pas déjà fait, de déboucher sur une haine qui pourrait bien être le moteur d'une nouvelle catastrophe, et qui est déjà le principal obstacle à la compréhension de la vérité sur l'Ukraine. C'est une vraie responsabilité des médias, dans le maintien de la paix, que l'on pourrait quelquefois leur rappeler. Et ils portent déjà une lourde part de responsabilité dans la guerre en Ukraine.

L'EMPATHIE

Sans doute avons-nous perdu toute conscience politique, sommes-nous si désespérés pour ne plus croire qu'en ces misérables « révolutions » customisées, retransmises en direct, dont on nous dit qu'elles sont spontanées comme le choix des couleurs qu'elles arborent dans un mouvement uni et pacifique, où tout est organisé, même les tribunes où les intellectuels étrangers viennent faire des discours historiques et pour lesquelles nos ministres

se battent pour venir faire des déclarations à la télévision. Ce sera un émouvant : « *Nous sommes de tout cœur avec vous* » adressé aux révolutionnaires. C'est toujours le courageux David contre la brute Goliath, et le nouveau gouvernement libérateur est fêté, salué, soutenu sans réserve. Tous nos dirigeants nous l'ont dit : Maidan était un formidable mouvement populaire qui allait enfin renverser un président autoritaire et brutal que le peuple opprimé ne supportait plus (après l'avoir élu en 2010 et lui avoir renouvelé sa confiance en 2012 aux termes de deux élections nationales validées par l'OSCE). Curieusement, on ne nous a rien dit sur les dizaines de manifestations qui avaient lieu dans le pays au même moment en opposition à Maidan et pour le maintien de la légalité, eux n'avaient ni tribunes, ni caméras, ni pancartes rédigées en anglais. Mais le peuple voulait se débarrasser des oligarques, paraît-il. Et c'est ainsi qu'il a élu Porochenko, le roi des oligarques qui a lui-même directement nommé gouverneurs des provinces deux autres oligarques notoires : Akhmetov l'homme le plus riche du pays (47^{ème} fortune mondiale, poursuivi pour blanchiment d'argent, crime organisé, et ayant dû fuir le pays en 2004 pour suspicion de meurtre⁴), et Kolomoisky⁵, 3^{ème} fortune du pays (finançant des bataillons de nationalistes pour se livrer à des expéditions punitives dans l'est du pays et offrant des primes pour chaque rebelle capturé).

LA HAINE

La haine est une entreprise de grande envergure. Ainsi, celle semée en Occident contre la Russie, à travers Poutine, depuis qu'elle a cessé d'être un pays pauvre. La France, les Etats-Unis et l'Angleterre sont sans doute là où cette haine jointe à l'ignorance fait le plus d'adeptes. Dans l'imaginaire de ceux-là, la Russie est restée l'Union soviétique. D'autres, comme la Pologne ou les pays Baltes, n'ont évidemment besoin d'aucune propagande pour la nourrir. Elle existe depuis longtemps pour des raisons historiques bien compréhensibles, mais ces campagnes incessantes la ravivent et la réactualisent contre la Russie post-soviétique.

La haine a en revanche été installée pour longtemps par Porochenko dans son pays dont il bombarde sa propre population depuis plus de deux mois sans qu'aucun dirigeant occidental ne s'en offusque. C'est devenu une guerre traditionnelle pourrait-on dire, mais le conflit a commencé sans artillerie et sans aviation, quand les milices du Pravyi Sektor, composées de malheureux analphabètes, étaient envoyées par petits groupes dans ces régions pour se livrer à de simples expéditions punitives, tuant à l'aveugle n'importe qui et n'importe où, quand, le 2 mai, une centaine de manifestants pacifiques avec femmes et enfants ont été enfermés dans un bâtiment à Odessa dont la majorité sont morts brûlés vifs ou tués par balles. Ce fut le début, les morts ne se comptaient encore que par dizaines pourrait-on oser dire, mais cette période a marqué le début d'une haine que la plupart des habitants ne pourront plus éteindre autrement que par le sang de leurs ennemis. Ce n'était pas encore une guerre, c'était des meurtres. Cette haine-là est durable, c'est celle que l'on voue à l'assassin de ses parents, de sa compagne ou de ses enfants.



Illustration: François Hubert

« Comment pourrait-on pardonner ? » dit un habitant d'un village bombardé.

Et sa haine n'est pas tournée que vers le président ou les gens de l'ouest, elle se tourne aussi vers l'Union Européenne et vers les Etats-Unis, elle se tourne vers les vrais responsables. Car si le lecteur du *Monde* n'a pas voulu ou n'a pas pu voir la réalité masquée par toutes les constructions qu'il s'est inventées, le petit paysan de la région de Lougansk, lui, a les pieds bien sur terre et la vue bien dégagée, il a parfaitement compris qui était responsable. Sa haine légitime contre l'Union Européenne durera longtemps. Quant à sa haine de l'Amérique, elle viendra s'ajouter à celle des pays d'Amérique du Sud, à celle des pays d'Asie, à celle des pays du monde arabe et à celle de quelques pays d'Afrique. La grande puissance dirigée par le si sympathique Obama est responsable de trop de massacres, trop de bombardements, trop de malheurs, trop de sang. Il ne tient qu'à nous de ne plus croire en leurs mensonges pour que cette horreur cesse.

Le conflit armé durera peut-être encore quelques semaines sous sa forme mais mettra peut-être quelques décennies à s'éteindre. C'est la meilleure hypothèse, celle où la Russie résiste à toutes les provocations de Kiev et n'entre pas dans le conflit malgré tous les efforts en ce sens des Américains.

Mais quelle qu'en soit l'issue, il sera définitivement impossible pour ces populations de vivre avec Kiev. En quelques semaines, sous le prétexte d'en sauvegarder l'unité, Porochenko aura définitivement un exode massif de cette région où un grand nombre de logements ont été détruits, où les infrastructures ne fonctionneront plus, où il n'y aura plus ni travail, ni espoir, ni eau, ni électricité, ni gaz, où il n'y aura plus qu'un désastre humanitaire et de la

haine. Sans doute, l'Union européenne enverra-t-elle une aide humanitaire comme le tortionnaire console sa victime. Mais les vies resteront brisées à jamais, les gens n'oublieront pas, et certains d'entre eux deviendront ce que l'UE et Porochenko les ont forcés à devenir en commençant par les nommer ainsi : des terroristes.

LA HONTE

Le 20 juin, Porochenko instaure un cessez-le-feu pour aller « signer en paix » le 27 juin à Bruxelles. Sur la photo après signature, on le voit croiser les mains avec les plus hautes personnalités des grandes instances de l'Union européenne. Sur la photo, les personnages sont hilares, ils sautent de joie, ils semblent fêter une grande victoire. Le lendemain, les instances de l'Union Européenne lancent un ultimatum de 72 heures à la Russie pour que les rebelles se rendent, conformément au « plan de paix » de Porochenko. Mais les rebelles n'envisagent pas de se rendre. De retour de Bruxelles, Porochenko peut reprendre les bombardements en faisant retomber la faute sur la Russie.

La honte est vraisemblablement le sentiment dominant de ceux qui ont compris ce qui se passait, et qui l'ont compris parce qu'ils ont voulu y être un peu attentif. Le même jour, on élisait le Parlement européen et le président de l'Ukraine. Cette machine étatique qui a parfois fait sourire par sa lourdeur, sa bêtise ou son absurdité, cette machine dont on a si souvent pu se moquer avec bienveillance, cette machine est devenue meurtrière. Elle s'oppose maintenant à ses États membres, de plus en plus souvent, avec de plus en plus de force, contre leur intérêt. Elle invente des consensus illusoire sur des points de détails quand il y a des déchirements sur l'essentiel, elle s'oppose aux États membres comme si

elle avait une existence hors d'eux. Au travers de la crise ukrainienne, elle est devenue un monstre. Ses instances se sont prises à avoir une existence propre et ont entraîné ses membres dans un atlantisme indécent, exécutant le moindre caprice d'une Amérique grossièrement mensongère, agressive et meurtrière.

A des régions qui ne demandaient qu'un simple référendum parce qu'elles se sentaient trahies par un coup d'état, elle a trouvé légitime de répondre par des bombardements de population civile. Jamais Porochenko n'aurait pu mener ces massacres si l'UE s'y était opposée. Au lieu de cela, elle l'en a récompensé. L'Union européenne nous avait promis la paix et elle a provoqué la guerre. Un rebelle déclarait « Ce sera un référendum, ou un océan de cadavres ». L'Union européenne a donné sa réponse et trouve le prix d'un océan de cadavres moins élevé que celui d'un référendum. Ainsi, nous sommes fixés sur ce qu'il en est de la démocratie, nous sommes fixés sur ce qu'il en est de choisir entre le bien et la sécurité des gens d'une part, et l'observation d'un règlement ubuesque qui ne sert qu'une administration d'autre part. Il ne reste plus qu'à espérer que cette damnée Union européenne implose en même temps que l'Ukraine lorsque les divergences d'intérêts seront trop fortes. Quel autre sentiment que la honte pourrait-on ressentir à son égard ?

Michel Segal

- (1) www.lesechos.fr
- (2) Au mépris d'un accord passé entre Mikhaïl Gorbatchev et James Baker, alors Secrétaire d'État des États-Unis.
- (3) Il suffit de faire une recherche KGB et Poutine sur le site du journal.
- (4) www.kyivpost.com.
- (5) fr.wikipedia.org.

NUCLÉAIRE : LA DÉBÂCLE A COMMENCÉ



Illustration: Chloé Perarnau

C'était en 1958. Les 6 Etats fondateurs de la Communauté européenne signaient le traité Euratom qui les engageait « à créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire, source de vastes disponibilités d'énergie et d'une modernisation des techniques ainsi que de multiples autres applications contribuant au bien-être de leurs peuples » (préambule du Traité).

Cette vision euphorique de la nucléarisation s'est concrétisée par la mise en œuvre de programmes ambitieux d'implantation de centrales nucléaires avec la France et la Belgique dans le rôle de premiers de classe consciencieux. Les années 1970 ont vu apparaître les premiers nuages et les premières averses de critiques sur les atouts d'une énergie présentée comme propre, sûre, inépuisable et peu coûteuse. En 1979, l'accident de Three Miles Island aux Etats-Unis ébranlait sérieusement les certitudes des nucléocrates et des gouvernements. Mais c'est la catastrophe de Tchernobyl qui, en 1986, cassait l'image d'invulnérabilité entretenue grâce à une politique du secret bien verrouillée et une désinformation généralisée.

Malgré les discours soigneusement mis au point pour discréditer une technologie soviétique obsolète et, par contraste, vanter la sûreté et la modernité des installations occidentales, l'industrie nucléaire accusait le coup, d'autant plus que ses prétendus atouts économiques apparaissaient de plus en plus comme largement fallacieux. Des problèmes aussi préoccupants que celui de la gestion des déchets et du démantèlement d'installations déclassées n'offraient par ailleurs toujours pas de réponses fiables.

La période post-Tchernobyl a plongé dans le scepticisme de nombreux pays qui avaient fait le choix nucléaire : les investissements ont été rares voire inexistantes. En Europe, alors que le traité Euratom est resté inchangé, avec ses nombreux mécanismes de soutien direct et indirect au secteur nucléaire, les seuls investissements significatifs ont été consacrés à la modernisation des unités de production des pays de l'Europe de l'Est. Seules exceptions : la France, qui a lancé la filière EPR, et de façon moins claire le Royaume-Uni.

Le coup fatal a été porté le 11 mars 2011, avec la catastrophe de Fukushima. Le mythe d'une filière de production nucléaire infaillible s'est définitivement évanoui. L'accident catastrophique, dans un pays technologiquement avancé, est devenu une réalité et une hypothèse plausible pour l'Europe. Plusieurs

Etats européens ont explicitement ou implicitement décidé de confirmer ou de programmer la sortie du nucléaire rejoignant ainsi les 14 Etats membres qui n'ont jamais fait le choix du nucléaire, en totale violation du traité Euratom ; la décision du gouvernement allemand, prise très rapidement après le 11 mars 2011, est la plus spectaculaire.

Depuis mars 2011, des événements graves et des faits hautement significatifs se sont succédé pour accélérer le déclin d'une industrie submergée par le doute.

I. La catastrophe de Fukushima a toujours lieu. La fusion du cœur de 3 réacteurs à Fukushima et la perte de refroidissement de plusieurs piscines d'entreposage de combustibles usés ont des conséquences sanitaires et environnementales toujours bien présentes à ce jour :

- les rejets radioactifs dans l'Océan Pacifique et la nappe phréatique contaminent gravement le milieu marin et les ressources en eau ;
- l'évacuation du combustible usé du réacteur n° 4 est toujours en cours ;
- plus de 30 000 travailleurs ont été affectés à la gestion du désastre, au péril de leur santé ;
- des centaines de milliers de personnes vivent dans un environnement pollué par la radioactivité.

II. Selon l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire), le coût d'un accident nucléaire majeur en France pourrait se situer entre 430 et 760 milliards d'euros⁽¹⁾

III. Le 5 février 2014, un incendie se déclare à 650 m de profondeur, sur le premier site d'enfouissement de déchets nucléaires à grande profondeur en fonctionnement dans le monde, près de Carlsbad au Nouveau Mexique. Le 14 février, des rejets de plutonium et d'américium émanant de conteneurs de déchets sont détectés dans les galeries du site.

IV. Aucun démantèlement des réacteurs hors d'usage n'a été réalisé à ce jour dans le monde. Le démontage en cours de la vieille centrale de Brennilis en Bretagne, mise à l'arrêt en 1985, a déjà coûté vingt fois plus que prévu. Les projections de coût de démantèlement proposées par les experts vont de quelques dizaines à quelques centaines de milliards d'euros⁽²⁾

Mais l'événement le plus déterminant pour l'avenir (?) du nucléaire est sans doute la décision prise en mars 2014 par Electrabel d'anticiper l'arrêt programmé de 5 réacteurs de Doel 3 et de Tihange, à la suite de tests effectués sur les cuves des réacteurs. On se rappellera que des défauts (micro-fissures) ont été mis en évidence sur ces cuves à l'été 2012. Les tests, imposés par l'AFCN (Autorité Fédérale de Contrôle Nucléaire), ont donné des résultats inattendus : les propriétés mécaniques des matériaux sont davantage influencées par l'irradiation que ce à quoi les experts s'attendaient.

De nouveaux tests sont programmés pour pouvoir interpréter et évaluer ces résultats mais, d'ores et déjà, les réacteurs concernés sont à l'arrêt pour une durée indéterminée...

On mesure l'impact d'un tel événement, pas seulement pour le parc nucléaire belge mais bien pour tous les réacteurs vieillissants en fonctionnement en Europe. Dès lors que le projet de prolonger la durée de vie de tous les réacteurs nucléaires est clairement affirmé, notamment chez nos voisins français, les problèmes de Doel 3 et Tihange 2 risquent de contrecarrer sérieusement leurs ambitions. A fortiori, si on prend en considération que les tests évoqués n'ont, selon l'AFCN, jamais été réalisés ailleurs dans le monde⁽³⁾.

Plutôt que geindre sur la décision prétendument hâtive de sortie du nucléaire, comme le font certains responsables(!) politiques, nostalgiques des années 1950, il serait plus judicieux d'assumer une fois pour toutes les faits, certes cruels mais incontournables : le choix nucléaire est un choix du passé basé sur une illusion qui pèsera lourdement, par ses conséquences financières, sur notre avenir.

Tergiverser, pratiquer le déni et désinformer ne peuvent qu'aggraver la situation.

Paul Lannoye

(1) Pour plus d'informations ; consulter le site IRSN www.irsn.fr.

(2) Lire à ce sujet l'ouvrage récent de Claude-Marie Vadrot : « La centrale indémontable », Max Milo, 2012.

(3) FANC/ASCN : communiqué de presse du 26 mars 2014.

PLACE À LA PAROLE!

En 1970, Jacques Berque publiait aux éditions Gallimard un ouvrage étonnant, *L'Orient second*. Dans la foulée de Mai 68, il y confrontait ses intuitions premières d'arabisant et d'islamologue au monde bouleversé qu'il avait sous les yeux. Il ne s'en vendit que quelques centaines d'exemplaires, échec qui lui fut douloureux jusqu'à la fin de sa vie car il tenait ce livre inclassable pour le plus important qu'il ait jamais écrit. Le purgatoire de *L'Orient second* n'est d'ailleurs pas terminé: la notice Wikipédia de Jacques Berque, au demeurant bien informée, l'ignore encore superbement. Quelques lignes trouvées, il y a bien longtemps, dans le préambule de ce livre ne m'ont pourtant jamais quitté. Les voici: «*Rêver, c'est mourir peut-être, si cela veut dire lâcher pied devant les duretés de l'action et du combat. Au contraire, si cela veut dire émouvoir en soi les possibles, en appeler d'un présent inerte au rapatriement du passé et de l'avenir, c'est permettre l'action créatrice. Mais si l'alternance reste lâche? Alors, le positif et le négatif fondent dans ces limbes, envasent les contradictions, opposent à la violence des renouvellements la pente des accoutumances.*»

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer comment ces mots ont agi sur moi, depuis plus de quarante ans, à la manière d'une huile essentielle. Et je n'évoquerai qu'en passant ce qu'ils réveillaient et libéraient dans l'esprit et le cœur des travailleurs des entreprises enfermés dans le cachot des objectifs, des ratios, des exaltations chiffrées. J'étais frappé par la façon dont ils les commentaient. Sous mes yeux, leur langage, jusque-là enserré dans une cordialité obligée, prenait du volume comme une chevelure qu'on peigne. Leurs mots s'animaient, se chargeaient de ce que Berque appelait une pesanteur légère. Par tous les aspects d'eux-mêmes, ils sortaient du labyrinthe, et si un voile de nostalgie, parfois de tristesse, enserrait leur joie, c'était que, pour une fois, on ne leur promettait pas un soleil sans ombre: ils n'avaient de choix, comme chacun de nous, qu'entre une naissance difficile et la certitude de l'asphyxie.

Mais le préambule de *L'Orient second* parle surtout de ce siècle déjà bien entamé. Quand Jacques Berque fait de l'entrelacement du rêve et de l'action la condition de la fécondité du premier et de la justesse de la seconde, il ne nous propose pas quelque hygiène de vie. C'est là le versant anthropologique de sa vision d'une société vivante dans laquelle le fondamental et l'historique ne cessent de dialoguer. Il se doutait des inquiétants fantasmes que ce mot *fondamental* allait éveiller, mais le maintenait pourtant comme la meilleure barrière contre tout fondamentalisme. Car s'il tenait pour folle une société qui se croit surplombée par quelque essence qui la terrorise, non moins folle, et comme fondamentalisée par le néant, lui paraissait une société qui, renonçant à toute référence ou à toute mémoire autre que celle de l'horreur, se confie «à de pures existences, à de pures opinions, à de pures procédures et à de purs contrats.»

Cette dialectique du fondamental et de l'historique, dont les difficultés des sociétés arabes lui avaient désigné, comme en creux, la nécessité, il souhaitait que la société occidentale s'en saisisse elle aussi. Le fondamental berquien est le contraire de l'enlisement dans le passé où échouent les réactionnaires. Il se rapporte, au-delà de l'histoire des événements, des circonstances et des défis,

à l'histoire du temps long où se précise lentement, à coups d'apports différents ou contradictoires, le visage d'une société, où se compose cette sorte d'identité qui invite plus qu'elle ne contraint, qui inspire plus qu'elle ne désigne, et dont le mot arabe *açâla*, la spécificité mouvante, donne la meilleure idée.

Rivée à des bases que sa peur du changement l'incite constamment à durcir, une société est en danger. Mais elle l'est aussi quand sa fascination pour l'actuel et l'actualité la jettent dans le désert du non-sens. Il n'est pas difficile de reconnaître dans la première tentation celle qui a longtemps menacé les sociétés arabes, avant que d'autres, rencontrées en chemin, ne la rejoignent. Quant à la seconde, aucun des artifices que déploie la communication ne peut dissimuler à une conscience droite que nous y avons, nous Occidentaux, largement, et assez misérablement, succombé.

C'est ici que ces quelques lignes de *L'Orient second* prennent tout leur sens, c'est ici qu'elles nous sont un élixir de vigueur. Il existe en effet une correspondance vivante entre, d'une part, une conscience personnelle qui refuse de faire du rêve une sorte de décoration de l'action ou de l'action une copie étriquée du rêve et, d'autre part, une société qui ne cesse de mûrir au creux d'elle-même les réponses qu'elle donnera au présent pour le nourrir et s'en nourrir. La personne n'a à demander à la société ni le sens de son existence ni ses raisons de vivre, mais elle ne peut non plus se contenter d'organiser ou de développer cette société comme si ce qui l'animait en son fond était sans rapport avec ce qui la constitue elle-même.

Cercle vertueux, ronde du sens: une société qui ne renonce pas à son *açâla*, à sa spécificité mouvante, et un être humain qui refuse de dissocier en lui les puissances du rêve et les exigences de l'action, c'est tout un. Et cela, déjà, est une leçon: plus que de leur ingéniosité négociatrice et bricoleuse, les plus profondes transformations de la société naissent de l'intérieur des êtres. Dans cette ronde du sens, c'est toujours la personne qui invite la société à danser, jamais le contraire: s'il en est

autrement, le drame n'est pas loin. Le mouvement par lequel une société retrouve ses sources et ses points d'appui, les épouse ou les ré-épouse, ne naît ni des conjectures ourdies dans les cerveaux ni des conjonctures imposées par le poids des choses: il naît de la parole libre. On appellera *expression* le surgissement de la personne qui, affrontée à une situation donnée, mobilise en elle-même les ressources de sens et d'authenticité qui lui permettent d'y faire face sans se trahir ni la trahir, sans se mutiler ni la mutiler, et qui tire de cette expérience un approfondissement de sa parole. C'est en ce sens que Jacques Berque invitait à organiser l'expression. Mais il employait une formule plus précise: «Il faut, écrivait-il, organiser l'expression et la déstabilisation.»

Déstabiliser quoi? Ce que Fourier appelait les *ciments pétrifiés*, ces liens avec la nature, ou le monde, ou les autres, qui, d'abord utiles d'une manière ou d'une autre, sont devenus des barrières et des verrous. N'est-il pas évident que, de tels ciments pétrifiés, les noces stérilisantes de l'argent et de la technique en ont créé, et en créent, plus qu'aucune société ne l'a jamais fait? N'est-il pas évident que cette pétrification, en dépit de la constante agitation verbale qui voudrait la faire oublier, s'est étendue à la culture, paralyse les relations sociales, s'en prend aux intimités? N'est-il pas évident que la pusillanimité des politiques ne fait que la justifier et l'aggraver? N'est-il pas évident que la propagande a porté la bataille au cœur même des consciences? N'est-il pas évident que c'est sur ce terrain que nous devons nous défendre et contre-attaquer, c'est-à-dire faire sauter les ciments pétrifiés et rouvrir les chemins de la vie? Non à tous les slogans. Place à la parole, par qui tout commence, par qui tout continue de commencer.

Jean Sur

(js.resurgences.pagesperso-orange.fr)

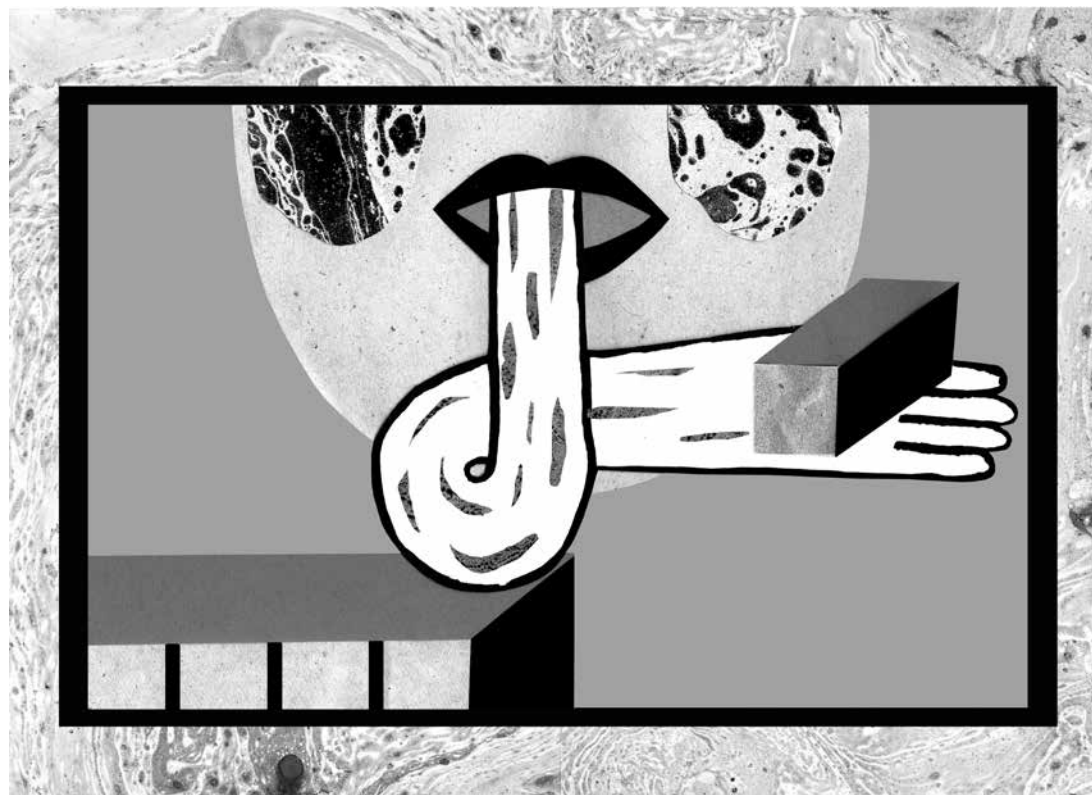


Illustration: Anne Brugin

ET ALORS, CES VACANCES ?

M'EN PARLE PAS, J'AI ÉTÉ DANS LE COMA PENDANT UN MOIS...
- AH BON, ET T'AS EU DU SOLEIL ?

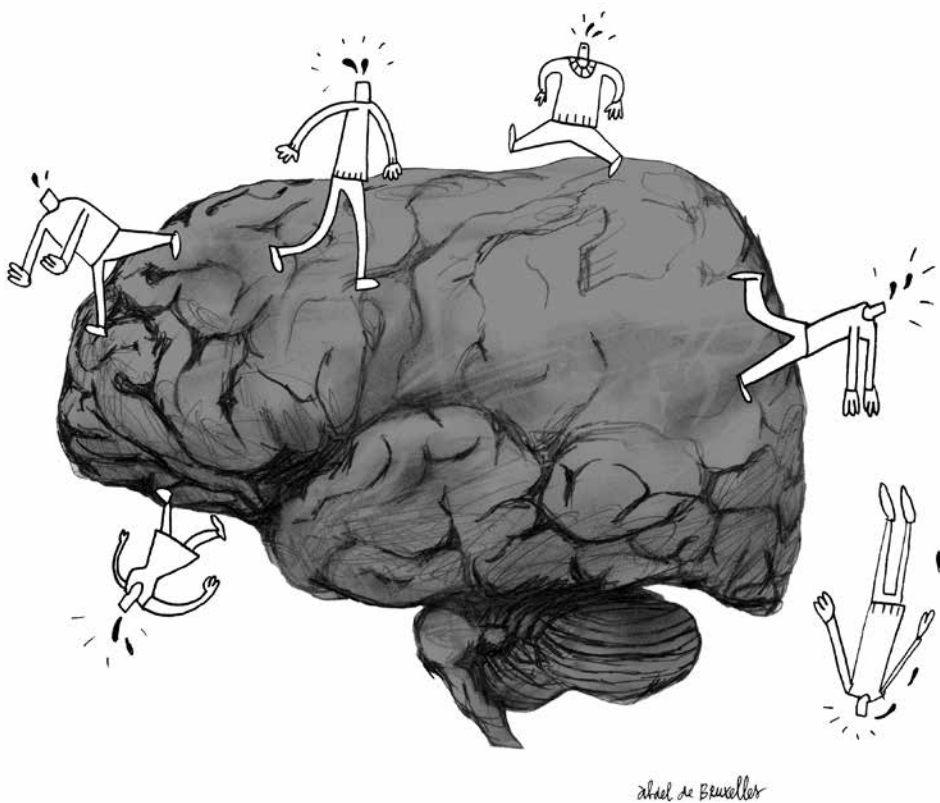
Cette petite histoire en guise, donc, de préambule un tantinet léger afin, dès l'entrée en matière, de donner le ton de cette chronique qui se posera délibérément en porte-à-faux du climat ambiant depuis de trop longues semaines et auquel, il m'est arrivé ici, à l'occasion, d'ajouter un grain de sel inopportun pour ne pas dire superfétatoire. Car, n'est-ce pas, la messe est dite; et redite à longueur de commentaires, articles de journaux en tous genres avec titres géants et en caractères gras: C'est la fin des haricots, la fin du monde approche à grand pas, il va y avoir la guerre – qui pourrait commencer et se répandre en Ukraine, au Proche, Moyen ou Extrême Orient ou bien encore en des lieux parfaitement imprévisibles – nous sommes entrés dans l'ère du *déficit écologique*, qui va voir se raréfier à peu près tout et le reste; la liste des petites et grandes

notre amitié, notre respect et notre considération). Nous sommes, donc, dès notre naissance et selon les lois immuables de l'hérédité – dont une bonne part reste un profond mystère – les heureux propriétaires de ce bizarre et peu ragoutant – pour peu qu'on l'observe isolé du reste – machin, protégé par notre boîte crânienne dont l'épaisseur le protège, relativement, bien sûr, des coups et autres petits accidents de la vie de tous les jours. Car il peut arriver qu'une chute, la rencontre fortuite avec un objet contondant ou une balle perdue – de fusil, de mitrailleuse ou de pistolet – se joue, pour notre malheur, de la solidité de notre crâne. Mais enfin, ce sont là des événements qui ne surviennent que dans des circonstances extrêmes et, de toute manière, comme tant d'autres choses, parfaitement hasardeuses. Le cerveau, tout cela dit, a, pour entre-autres fonctions, de nous permettre d'entrer en relation avec

la réalité de nos mornes existences. Mais enfin, jusqu'à preuve du contraire, il faudra bien, contraints et forcés comme nous le sommes, d'encore participer à la grande farce du progrès, de la croissance et du travail forcé qui en est le corollaire, continuer, bon an, mal an, d'aller par les chemins balisés à la recherche ou, mieux, l'attente du bonheur. A moins, bien sûr, de faire le petit, tout petit pas de côté qui est à la portée de tout un chacun pour autant qu'il en ait le désir. Ce léger mouvement, cette infime bifurcation consiste, tout simplement, dans le refus obstiné et systématique de toutes formes d'injonction, sollicitation, séduction, d'où qu'elles viennent et quels que soient leurs possibles attraits qui, pour la plupart, sont illusoire. On se refusera donc l'achat et la possession de tout ce qui n'est pas absolument indispensable à la vie simplement décente et digne, on se satisfera de ce que la simplicité gaiement assumée et une relative frugalité commande, enfin, on tournera délibérément le dos aux faux besoins pour ce qui est des *petites choses* du quotidien. Pour le reste, on pourra aisément se passer de récepteur de télévision et de radio, proscrire la lecture des journaux à grands tirages au profit des blogs et sites internet alternatifs en matière d'information et d'analyses (il en est de très sérieux et fiables), cela en vue de désenraser nos pauvres cervelles des montagnes d'immondices qui s'y sont accumulées au fil du temps.

Et puis, et puis... on ne pestera pas contre la pluie, non plus que contre les frimas qui s'annoncent; et l'on se réjouira en silence de la beauté des nuages, de la réconfortante chaleur des rayons de l'astre du jour et, la nuit venue, de la face lumineuse de la lune. On ira doucement son paisible chemin, le sourire aux lèvres, on s'occupera de son jardin quand on aura le bonheur de pouvoir en jouir et la porte en sera ouverte sur l'extérieur, les voisins, les amis; sur le vaste monde et toutes les surprises, heureuses ou non, qu'il peut encore nous réserver. Car il ne peut s'agir de s'enfermer dans un cocon mesquin et peureux et de s'ôter de la vue ce qui – sait-on jamais – pourrait survenir comme événements surprenants auxquels prendre part d'une façon ou d'une autre. La lassitude et le désarroi qui envahit tant de consciences, le misérable spectacle qu'offre à peu près partout une classe politique déboussolée et incapable de concevoir comme action autre-chose que *la lutte des places* et la poursuite imbécile de politiques d'austérité qui ne font qu'accumuler les échecs en tous les domaines, tout cela ne peut être pris que comme un moment dans une Histoire qui ne peut se concevoir comme finie ou figée. Tout, partout et de tous temps, est mouvement: tantôt infinitésimal, tantôt tempétueux, toujours imprévisible. Et, bien que, individuellement, nous nous sentions embarqués dans un tourbillon aux mille visages, effarés et impuissants devant une réalité sur laquelle nous sentons bien n'avoir aucune prise, nous voulons croire que, peut-être, par on ne sait quel prodige, les innombrables voix qui partout hurlent colère et désespoir n'en fassent plus qu'une, tonitruante, universelle. Et que, soudain, assourdis et paralysés par la peur, les massacreurs et les fous de Dieu, les décideurs et les princes de la finance s'évaporent dans l'éther, ou dans la boue; et disparaissent, comme ça, tout simplement...

Jean-Pierre L. Collignon



Abdel de Bruxelles

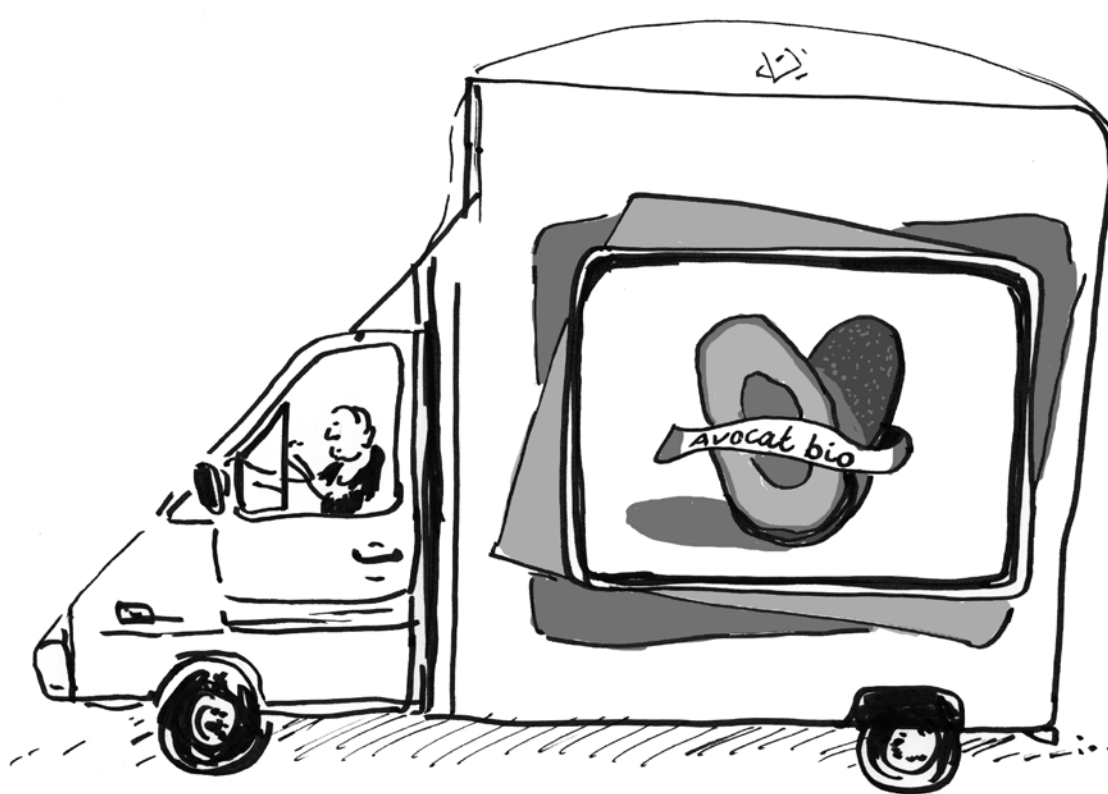
catastrophes à venir, demain ou un peu plus tard, s'allonge chaque jour qui passe. Cela pour la situation dite internationale. Pour ce qui est de notre petit Royaume et des sommités politiques qui sont mandatées pour qu'il ne se porte pas trop mal, les prévisions et pronostics relatifs à l'après scrutin de mai dernier, dont je parlais dans ma chronique du précédent exemplaire de ce journal, se sont finalement avérés être ce que je disais qu'ils seraient à quelques minuscules détails près, je n'y reviendrai pas, ce serait faire injure, cher(e)s lectrices et lecteurs, à votre sens de l'observation et à votre esprit critique.

La nature, dans son infinie sagesse et son indéniable «savoir-faire» nous a dotés d'un cerveau. Et, accessoirement, des organes et fonctions diverses dont il est le maître incontesté. (On voudra bien noter qu'une grande variété d'animaux sont pareillement équipés de tout le nécessaire propre à la perpétuation de leur espèce et donc, en possession de formes d'intelligences qui méritent

monde extérieur et ce qu'il contient, d'en saisir et comprendre autant que possible la complexité, d'en apprécier la beauté ou, à contrario et selon l'actualité des jours, notre humeur ou nos états d'âme, de le trouver laid, hostile, dangereux ou absolument invivable. Le cerveau est donc, en gros, l'outil de communication commun à tous nos semblables que nous nous partageons, vaille que vaille, au gré des circonstances de ce qui fait nos vies.

Nos vies, parlons-en de nos vies, de l'usage qu'il nous est encore permis d'en faire, embourbées qu'elles sont dans les plus grossières nécessités maquillées en libres choix dictés par les fameuses et sacro-saintes activités culturelles de toutes natures, tout comme, pareillement, par les jonctions du commerce et des boutiques. Lesquelles activités, de plus en plus associées aux innombrables bidules qui se glissent dans la poche et consultables à tous moments ne sont, en fin de compte, que la manière la plus triviale d'échapper à la panique que devrait nous inspirer le regard implacable posé sur

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE : SIMPLE CONCEPT MARCHAND ?



MARKETING BIOLOGIQUE

Illustration: Lucy Watts

Le «Bio», a la cote: salons, étals de grande surface, magazines, paniers... Les supermarchés en sont friands, leur assurant une part de marché qui ne pourrait, dans leur course sans fin au profit, leur filer entre les doigts, et l'étiquetage vert dont ils ont besoin puisque maintenant «on sait» et qu'il faut faire comme si on allait changer les choses.

Pourtant, si l'on fait attention aux principes fondateurs de ce qu'on appelle l'agriculture biologique (AB), l'antinomie entre celle-ci et les circuits commerciaux classiques sautent aux yeux. Car l'agriculture biologique recèle bien d'autres choses qu'occulte le simple acte d'«achat bio» d'un «produit» dont le plus souvent nous ignorons la provenance, qui en est le producteur et s'il a été traité de manière décente pour cultiver ce que nous mangerons, les kilomètres que le produit a dû faire pour arriver dans nos assiettes, la taille de l'exploitation, la façon dont l'animal et la nature ont été traités...

A l'origine, l'agriculture biologique naît de la volonté d'enrayer la menace sanitaire de l'agriculture chimique et le risque de dissolution des communautés paysannes. Elle porte en elle le respect du paysan et de la terre, indissociables. Après des décennies de ravages de l'agriculture industrielle, la labélisation sera une tentative de réponse pour conserver ces fondements précieux de l'agriculture biologique. Mais si les labels ont pu être un outil de

résistance, ils demeurent dans une logique marketing qui évacue le potentiel subversif de l'AB (voir «Le piège du label»). La situation des zones d'exportation intensive exploitant ces nouveaux serfs, travailleurs corvéables à merci produisant les fruits et légumes bios qui fleurissent nos étals, illustre bien cela (voir «De la certification à l'export, la bio à l'épreuve des droits sociaux» et «Main-d'œuvre agricole: vers un nouveau commerce triangulaire?»).

Qu'importe, diront certains, ce que veut le consommateur, c'est manger sain. Mais peut-on parler de nourriture saine si des femmes et des hommes sont exploités pour la produire? Si la terre est souillée et surexploitée? Si la production est issue d'une terre colonisée par un pays (Sahara Occidental) ou si le bio perpétue une domination du monde rural et la dépossession des fruits de son labeur pour un marché du nord? Les financiers et les distributeurs que sont les grandes surfaces n'ont cure de tout cela, ne voyant dans le «bio» qu'une source de profits supplémentaires. Selon le principe que le système capitaliste récupère tout, même ce qui s'oppose à lui, pour assurer son maintien, le bio risque de voir sa nature profonde disparaître et n'être plus qu'une produit industriel compétitif (voir «La bio piratée»). Avec tout ce que cela implique: concurrence sur le marché du travail et aliénation du «producteur», destruction des écosystèmes, production de masse, rupture des liens produc-

teur-consommateur / Homme-nature normalement consubstantiels à l'agriculture bio. BASF, Bayer et Monsanto, mastodontes de l'agroalimentaire plus soucieux de leur profit que de la santé des hommes et des femmes, ont anticipé la manne probable: ils se lancent donc dans les «pesticides bio»... nous avons l'habitude des oxymores.

Mais alors qu'un risque de récupération totale pèse sur l'AB, vidant ses fondements de toute leur dimension éthique et écologique, la réduisant à une simple logique individualiste de consommation saine, des réseaux agro-alimentaires alternatifs voient le jour qui, même s'ils ne sont pas exempts de doutes et défauts, peuvent devenir le ferment d'un changement véritable de paradigme (voir «La consommation «éthique», au-delà des niches élitistes»)

L'avenir nous le dira, mais on sait déjà qu'il ne se fera pas sans notre participation.

Alexandre Penasse, Coordinateur du dossier

LE PIÈGE DU LABEL

En 1924, Rudolph Steiner tenait à Koberwitz la série de conférences sur l'agriculture dont la transcription allait devenir le Cours aux agriculteurs. Il donnait ainsi naissance à l'agriculture biologique. Et donnait d'emblée le ton: sa pensée en matière agronomique autant qu'économique est aux antipodes du rationalisme de son temps, et c'est peu dire. Si les autres personnalités qui ont par la suite inspiré ce mouvement – Albert Howard, Hans Müller, Hans-Peter Rusch, Masanobu Fukuoka... – ont eu un discours nettement moins ésotérique¹, chacun d'eux a manifesté son opposition à une interprétation étroitement scientifique des données de la recherche agronomique de son époque. Et tous ont pris en matière politique et sociale une position clairement agrarienne, en faveur d'une prospérité et d'une harmonie sociales fondées sur une paysannerie nombreuse, libre et autonome, dégagée de tout asservissement juridique ou économique. Les aspects agronomiques et socio-politiques de leurs discours sont absolument inséparables. Bien qu'aussi diverses que leurs personnalités, leurs propositions convergent en profondeur autour d'un projet de société, aussi diffus et confus soit-il. Ce projet a ses bases philosophiques: le primat de la Nature sur l'artifice, très apparent dans les principes agronomiques énoncés; le refus d'une économie tout entière organisée pour l'industrie et le profit, que cette économie soit libérale ou collectiviste; et un certain égalitarisme social, à travers l'idée d'une sobriété partagée et du respect de l'autonomie du paysan. Ainsi se constitue un courant intellectuel qui associe des préoccupations écologistes – respect des milieux naturels, protection de la santé humaine – et politiques, en réaction à ce qu'on peut appeler l'industrialisme né avec la révolution industrielle.

Durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, période dominée par l'affrontement des idéologies libérales et marxistes gagnées à l'industrialisme, ce courant est resté très discret. Mais aujourd'hui, l'échec du marxisme, le triomphe effrayant du libéralisme et la perspective du chaos climatique lui rendent toute sa pertinence et toute son urgence. Mais parle-t-on toujours d'agriculture biologique?

L'AGRICULTURE BIO, UN PROJET DE SOCIÉTÉ?

Le mouvement de l'agriculture biologique a toujours été porteur du projet de société de ses fondateurs. En témoignent les chartes dont il s'est doté au fil du temps. La première a été rédigée en France, par Nature&Progrès, en 1964. Elle a servi de moule aux suivantes, en particulier à la charte d'IFOAM² (la fédération mondiale de l'agriculture biologique) adoptée en 1972. Cette charte, reprise en France par la FNAB³ en 1992, exprime l'identité que se donne à lui-même ce mouvement. On y trouve posés dix-sept principes écologiques pour la production, sept principes «sociaux et humanistes», et cinq principes «économiques». On y lit les mots de «solidarité», «équité», «coopération», «proximité», «maintien des paysans à la terre», etc. C'est à ces principes que s'identifient la plupart des producteurs bio, et un grand nombre d'acheteurs de produits bio, qui pour beaucoup n'ont jamais été seulement des «consommateurs». Mais ces beaux discours n'ont pas empêché de se développer des formes de production et de commerce des produits bio les plus contraires à ces principes: fraises bio andalouses produites sur un domaine installé illé-

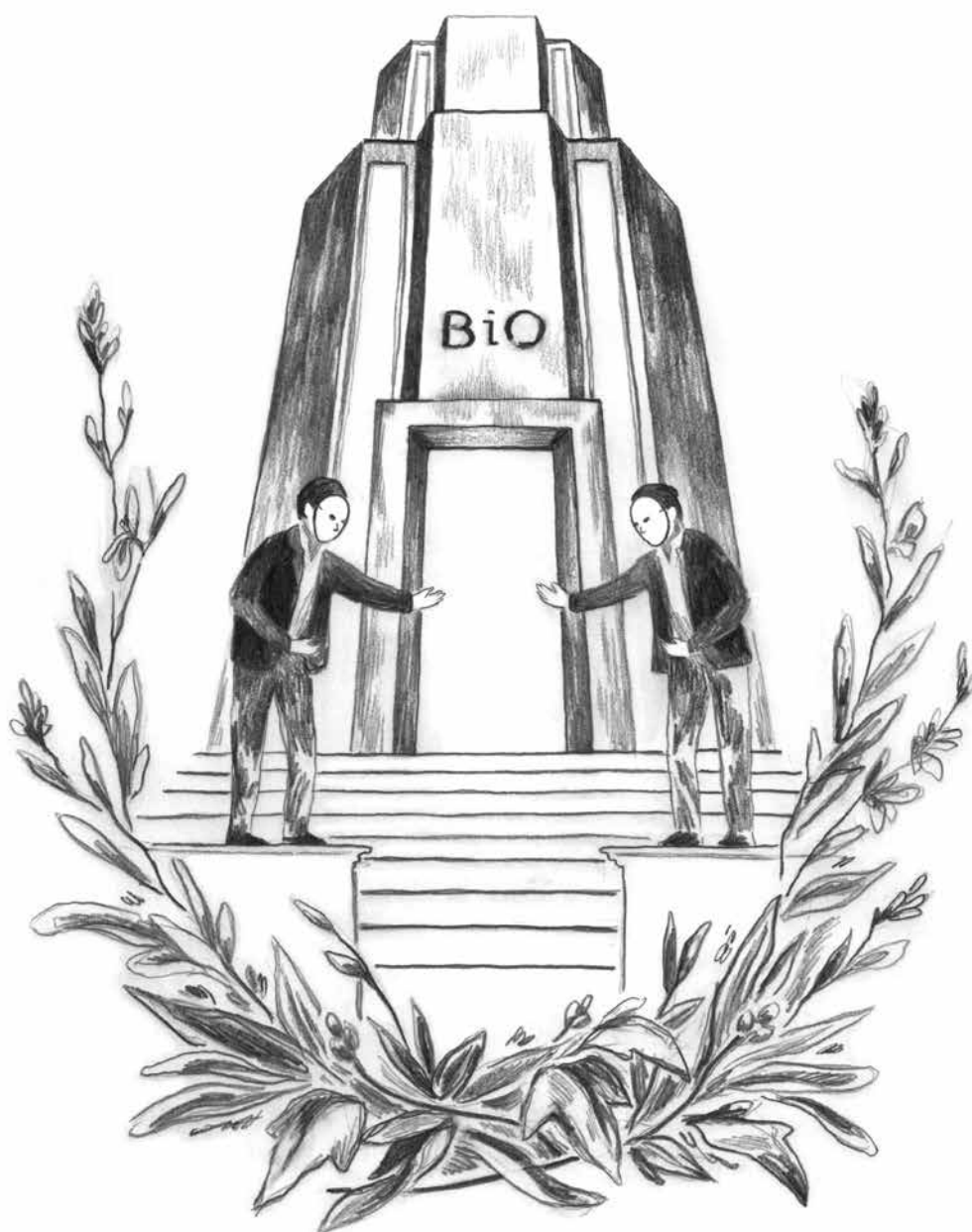


Illustration: Aurore Vegas

galement sur un parc naturel et récoltées par une main-d'œuvre surexploitée et recluse, huile de palme bio colombienne issue de terres arrachées par la violence aux communautés paysannes indigènes, poulets bio des Landes produits par des éleveurs sous contrat d'intégration⁴ avec les grosses coopératives de céréales qui militent pour l'autorisation des cultures OGM, mainmise des multinationales – Monsanto en tête – sur les commerce mondial des produits bio transformés⁵, etc. La liste est interminable⁶.

COMMENT UNE TELLE CONTRADICTION EST-ELLE POSSIBLE?

Il y a un siècle, ce mouvement s'est fondé en réaction devant une double menace: celle de la destruction écologique et du désastre sanitaire promis par l'agriculture chimique, et celle de la dissolution par l'économie industrielle des communautés paysannes, encore dotées à l'époque d'une large indépendance économique et d'une certaine autonomie culturelle. Les paysans, conscients de la menace sourde que la chimie, l'industrie et la finance faisaient peser sur l'ordre «naturel» des choses et sur la permanence de leurs communautés, ont résisté de façon passive, par inertie. Mais cette résistance

a craqué au milieu du siècle dernier, à l'Est devant le rouleau compresseur du capitalisme d'Etat, à l'Ouest devant la puissance des firmes et l'obsession des gouvernements à «moderniser» l'agriculture, c'est-à-dire à faire disparaître les paysans.

En dépit de sa justesse et de sa cohérence, l'alternative technique et politique de la bio est restée quasi inaudible, et de ce point de vue le bilan du mouvement est un échec historique: l'agriculture traditionnelle de nos aïeux, aussi écologique qu'autonome, a disparu des pays du Nord et continue de reculer dans ceux du Sud. Pressés par l'urgence de faire survivre économiquement les fermes bio dans une économie conquise en quelques décennies par l'industrie et la grande distribution, et faute de trouver un quelconque appui auprès des appareils scientifiques, administratifs et politiques, les militants de la bio n'ont eu d'autre choix que d'aménager un espace relativement protégé sous la forme de circuits commerciaux couverts par des labels. Les mérites de ces labels sont indéniables. Ils ont permis à la bio de survivre, et aujourd'hui celle-ci se voit enfin créditer à la fois de la validité scientifique et de la viabilité économique⁷. Et son rôle potentiel comme point de départ d'un phénomène de cristallisation sociale et politique en vue d'un nouveau «contrat écologique et social» apparaît de plus en plus nettement.

Mais le ver est dans le fruit. Le contenu des chartes n'a jamais été remis en cause, mais c'est sur des *cahiers des charges* que reposent les systèmes de certifications qui attribuent les labels. Ces documents se réduisent à des listes d'intrants et de techniques autorisés. Toute exigence sociale, et à fortiori éthique, en est absente. Comment en serait-il autrement ? Confier à un contrôleur la vérification de la conformité des opérations techniques se conçoit, encore que : une demi-journée de visite par an, c'est bien peu pour garantir cette conformité. Mais la conformité éthique et sociale d'une ferme ou d'une entreprise de transformation, c'est bien autre chose, c'est irréductible à un simple questionnaire ou à un audit comptable. C'est un premier reproche que l'on peut adresser au label : il ne saurait apprécier la finalité du travail d'un individu ni la cohérence de l'activité d'une entreprise avec un projet politique de cette nature. Sur ce point, les systèmes participatifs de garantie ont davantage de marge de manœuvre. Une organisation comme Nature&Progrès⁸, qui rédige elle-même son cahier des charges et met en œuvre elle-même son système de garantie, pourrait refuser le label à une entreprise qui respecterait le cahier des charges, mais serait en contradiction avec la charte. Par contre, les labels officiels, nationaux ou européen, sont tous fondés, par décret de la Commission européenne⁹, sur le principe de la certification par tiers, c'est-à-dire par des agences privées effectuant un travail de détective pour le compte des gouvernements. Quand on interroge le PDG d'une de ces agences sur le problème que pose la certification AB de l'huile de palme de la société Daabon en Colombie¹⁰, il répond que c'est un moyen de rendre le bio accessible aux consommateurs défavorisés (argument qui se laisse méditer...), et que de toute façon, il ne saurait refuser le label sur d'autres considérations que le strict respect du cahier des charges, faute de quoi il se rendrait coupable de « discrimination » et pourrait se voir supprimer son accréditation comme certificateur. On voit ici comment la propension des firmes à faire disparaître les réglementations sociales partout dans le monde avec la complicité des autorités publiques trouve son illustration au cœur même de la bio. Le système est d'autant plus verrouillé que le cahier des charges du label AB est rédigé par la Commission Européenne. Et la dernière réforme de ce cahier des charges (en 2009) a clairement montré l'objectif de la Commission : rendre la bio plus facile à pratiquer par des opérateurs industriels (allègement des exigences techniques en élevage et pour les activités de transformation, autorisation de labelliser des produits contenant jusqu'à 0,9 % d'OGM, etc.), et faciliter les échanges internationaux de matières premières et de produits bio dans une optique parfaitement ultralibérale.

Certes N&P peut à bon droit s'estimer une alternative à ces formes de perversion qui touchent le label officiel. Mais cette organisation s'est trouvée marginalisée au cours du long processus de reconnaissance de la bio par les autorités nationales et européennes, dans les années 80 et 90. Ceux de ses producteurs qui refusent d'ajouter à la mention N&P le label officiel (double contrôle, double coût...) se voient d'ailleurs interdire l'usage de l'expression « produit de l'agriculture biologique », le label européen réservant ce terme aux titulaires du label officiel.

DES SEMENCES BIO... PAS TRÈS BIO

En dépit de son succès commercial actuel, ou du fait même de ce succès, le label mène la bio dans une impasse. C'est la conséquence de son intégration dans le dispositif officiel de certification, mais aussi de sa dynamique propre. C'est particulièrement net dans le domaine des semences. Le label officiel comme le cahier des charges de N&P exigent que les semences utilisées en bio soient bio elles-mêmes, et ils définissent une semence bio comme *ayant vécu au moins son dernier cycle de production en bio*. La seule restriction en matière de techniques de sélection est le refus de la trans-

La conformité éthique et sociale d'une ferme ou d'une entreprise de transformation est irréductible à un simple questionnaire ou à un audit comptable

génèse. Alors que les chartes demandent que les semences soient produites mais aussi sélectionnées par des méthodes respectant les processus de reproduction naturels et l'intégrité du vivant, les semences utilisées aujourd'hui par les agriculteurs bio sont la plupart du temps issues des laboratoires des multinationales de la semence, lesquels font subir à leurs variétés tout l'arsenal des biotechnologies, qui consiste en des manipulations violentes du génome. Si ces variétés ne relèvent pas de la législation sur les OGM, c'est seulement parce que cette législation a choisi de ne considérer comme Organisme Génétiquement Modifié que les organismes ayant subi la transgénèse. Il suffit que ces semences aient été cultivées « en bio » la dernière saison avant leur mise sur le marché pour qu'elles soient labellisées AB. Faute d'avoir suffisamment veillé au grain, la bio est aujourd'hui profondément infiltrée par ces semences génétiquement modifiées, qui posent les mêmes problèmes de dissémination et de contamination que les OGM « officiels », et se voient justement qualifier d'OGM cachés. Ayant pris conscience bien tardivement de ce problème, les instances représentatives de la bio « officielle », la FNAB en France et l'IFOAM au niveau mondial, tardent à réagir, et s'accrochent à l'exigence dérisoire que toutes les semences utilisées en bio soient elles-mêmes « bio », sans proposer pour l'instant de redéfinition claire de ce qu'est une semence bio. Cette exigence a un effet particulièrement pervers : au moment de choisir sa semence, s'il a la possibilité d'utiliser une graine non bio mais naturelle fournie par un voisin conventionnel, le producteur bio devra lui préférer une semence industrielle certifiée bio, même si elle est génétiquement modifiée. C'est ainsi que la bio contribue elle aussi, par sa propre réglementation, aux mécanismes réglementaires et économiques responsables de l'érosion de la biodiversité cultivée et de la perte de l'autonomie paysanne, comme le montre très bien le rapport publié par G.R.A.I.N¹¹ en 2008.

REPRENDRE LA MAIN

Fondé pour protéger la bio et l'aider à se développer, le label se révèle un outil dangereux, à double tranchant : il est aujourd'hui le moyen par lequel le capital domestique la bio, la dépouille de son caractère contestataire ou subversif et en fait un domaine de plus offert à son expansion et aux caprices de la bureaucratie.

Pour que survive l'espoir de faire d'une agriculture écologique la base d'une société vivable, il est vital et urgent de reprendre la main, de cesser de s'en remettre à un label profondément ambigu dans son principe, de prendre conscience que cet outil n'est pas le bon : c'est fondamentalement un *outil marketing*, très efficace pour développer la production industrielle et son écoulement sur le marché mondial, mais contre-indiqué pour opérer une transformation sociale qui réside justement dans une *sortie du marché mondial*, au profit des petites unités de production autonomes, utilisant exclusivement les ressources naturelles et alimentant le marché local. Dans cette perspective, c'est de la richesse et de l'intensité des relations sociales locales que dépend la viabilité économique de ces fermes. C'est ce que montre à l'évidence l'expérience des *Partenariats Locaux Solidaires* que sont

les AMAP et les Groupes d'Achat Solidaire. Au sein de ces partenariats et des réseaux dont ils se sont dotés, la question de la labellisation fait débat. Le concept de Système Participatif de Garantie (appareil autonome de certification, tel celui de N&P) apparaît souvent comme la possibilité d'échapper au piège du label officiel tout en satisfaisant malgré tout un besoin compulsif de *garantie*. Mais en définitive c'est la plupart du temps sans exigence de label et sans besoin de système de garantie que ces réseaux se développent. La proximité et la connaissance mutuelle directe permettent un « circuit court » de la confiance, qui rend caduc le montage institutionnel, bureaucratique et policier des labels. Le « contrat social » qui est à la base de ces partenariats est d'offrir aux agriculteurs une certaine garantie de survie économique, en échange de leur engagement sur des pratiques écologiques et sur la fourniture d'aliments sains. La réalité de la garantie économique offerte par les consommateurs est toujours relative, et les pratiques de tous les agriculteurs, si écologiques soient-elles, sont entachées de multiples compromis. L'évolution de l'engagement des uns et des autres est affaire de confiance et de temps. L'application à ces partenariats de systèmes de validation extérieurs est au mieux inutile, au pire dangereuse en ce qu'elle peut facilement déstabiliser la relation humaine toujours délicate qui doit s'établir entre les paysans et ceux qu'ils nourrissent.

Il est temps de cesser d'opposer de façon manichéenne « bio » et « conventionnel », en prenant conscience que tous les agriculteurs, les bio comme les autres, sont amenés à faire des concessions très larges au mode de production industriel (énergie, mécanisation, plastiques, vente à des opérateurs industriels et à la grande distribution, etc.). L'objectif de sortir enfin de ce système implique d'ouvrir le regard et de porter attention à *tous* les agriculteurs, pour recréer avec eux le tissu social et économique indispensable à l'accomplissement du projet des fondateurs de la bio. A cette condition, on peut espérer de ce mouvement qu'il ouvre la voie à une économie stabilisée et réconciliée avec les exigences de la Planète, fondée sur un partage équitable des ressources naturelles et sur la reconnaissance d'un droit d'accès à la terre garanti à tous. Et qu'il ouvre la voie à la reconnaissance de l'autonomie et de la responsabilité des individus et des communautés locales comme valeurs philosophiques et politiques.

Pierre Besse, agriculteur, agronome, co-auteur du livre « *La Bio entre business et projet de société* », dirigé par Philippe Baqué, éditions Agone, 2012.

- (1) Voir Yvan Besson, « *Les fédérations de l'agriculture biologique* », Le Sang de la terre, 2011.
- (2) IFOAM: International Federation of Organic Agriculture Movement, www.ifoam.org.
- (3) Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, www.fnab.org.
- (4) Le contrat d'intégration, signé entre un industriel et un éleveur, prive ce dernier de toute autonomie. L'industriel fournit les capitaux, les plans des bâtiments, les protocoles alimentaires et sanitaires, l'aliment du bétail, et il rachète toute la production, à un prix qui n'est souvent même pas défini dans le contrat. Par contre tout le travail et tous les risques sont assumés par l'éleveur.
- (5) Voir l'article de Dominique Guillet dans ce dossier « La bio piratée ».
- (6) Voir « *La bio entre business et projet de société* », dirigé par Philippe Baqué, 2012, éditions Agone.
- (7) « Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation », A/HRC/16/49, Olivier de Schutter, 2010 ; « Rapport de l'IAASTD », 2009 ; « Rapport de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire », FAO, 2007.
- (8) N&P est une fédération de groupes locaux réunissant producteurs et consommateurs. www.natureetprogres.org.
- (9) Directive européenne EN 45011.
- (10) Voir le dossier « *Sortir de la bio industrielle, une urgence sociale* » de Philippe Baqué, dans la revue Silence N° 384, nov. 2010.
- (11) GRAIN (Genetic Resources Action International), À qui profite la récolte ? La politique de certification des semences biologiques, 2008. GRAIN est une organisation à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. www.grain.org/fr
- (*) (NDLR) L'auteur distingue ici « la bio » de ce qu'on appelle « le bio ». La première ne se réduit pas à un code de technique de production qui restreint l'usage d'artifices censés menacer la qualité sanitaire du produit. Dans ce cas, la bio n'est plus que le bio : un segment du marché alimentaire couvert par un label.

DE LA CERTIFICATION À L'EXPORT, LA BIO À L'ÉPREUVE DES DROITS SOCIAUX

Juin 2013, ville de Guadalajara, capitale de l'Etat de Jalisco au Mexique. Un employé de la société Bioparques de Occidente pousse la porte des locaux de la police. Son récit met à jour un nouveau cas de surexploitation de la main-d'œuvre agricole dans une grande entreprise. Un quasi-esclavage qui existe encore bel et bien sur la planète entière, ici et là, en particulier dans les zones de production agricole intensive.

LA SUCCESS STORY DE DON EDUARDO

L'intervention de la police va permettre de délivrer 275 personnes retenues par cette exploitation de production et d'exportation de tomates. Originaire des communautés rurales de plusieurs Etats mexicains, cette main-d'œuvre était recrutée par des annonces passées à la radio promettant 100 pesos par jour, nourrie et logée. La réalité était tout autre selon Valentin Hernandez, un des salariés rescapés de cette prison à ciel ouvert. «*Nous sommes arrivés il y a un mois avec ma femme. Ils nous ont logés dans une pièce de deux mètres sur quatre, que nous partagions avec deux autres couples qui ont aussi des enfants*», a-t-il expliqué.

«*La journée de travail est de 12 heures et ils nous payent 70 pesos. La nourriture est rance et pourrie. Ils te disent que tu peux partir si tu veux, mais ils te cachent tes affaires et te menacent pour que tu restes. Et si quelqu'un s'échappe, ils le rattrapent, ils le battent*».

Le salaire était en fait constitué de bons d'achat valables dans les boutiques de la société, pratiquant bien sûr des prix prohibitifs. Les tomates étaient vendues principalement au Mexique et aux Etats-Unis.

Le site d'information OpendataJalisco s'est intéressé d'un peu plus près à celui qui dirige Bioparques de Occidente, Eduardo de la Vega Echarria. Architecte de profession, il s'est lancé dans l'activité agricole depuis quelques décennies. La production de salades, tomates sous serre et canne à sucre (activité du groupe familial Zurcamex) l'a placé au cinquième rang des gros entrepreneurs agricoles de Sinaloa. Selon l'hebdomadaire Rio Doce de Culiacan, ses liens avec le milieu politique lui ont permis de rafler un pactole conséquent d'aides diverses pour ses entreprises. Eduardo a baptisé une de ses tomates du prénom de son épouse, Kaliruy. La société qui importe sa production aux États-Unis, Kaliruy Produce Inc, a son siège à Nogales, Arizona. Entreprenant, Eduardo l'est toujours: il a choisi d'investir dans la produc-

tion d'éthanol à base de maïs. Une des trois implantations prévues est d'ores et déjà terminée, mais il semble que le fringant patriarche ait fait peu de cas de la procédure légale, ce qui lui vaut actuellement quelques ennuis à la suite de plaintes de groupes écologistes.

L'affaire de Bioparques de Occidente n'est pas la première tache à éclabousser la success story de don Eduardo. Début 2013, les travailleurs de la canne à sucre du groupe Zucarmex, l'un des plus importants d'Amérique latine, protestaient déjà contre leurs conditions de travail et de vie. Pour le roi de la tomate et du sucre, l'amende réclamée par le Secrétariat au Travail se montait en août 2013 à 8 millions 580 700 pesos pour le constat de 53 infractions concernant 1 507 travailleurs. La suite n'est pour l'instant pas connue.

Reste une information essentielle: la tomate produite par Bioparques était bio... Pour tous ceux qui ont bataillé pendant des décennies afin de rompre avec l'industrialisation de l'agriculture, la pilule est dure à avaler. Comment peut-on associer le grand mouvement social qu'a été l'agriculture biologique avec ce que Robert Linhart appelait «*la production systématique d'une humanité subalterne, réduite à une existence presque végétative, mais dans laquelle le capitalisme puise une force de travail*»¹ ?

PRODUIRE POUR L'EUROPE, MAIS BIO...

Autre continent, mais pratiques semblables: le Maroc a été depuis longtemps saisi par la fièvre exportatrice. Pour l'économiste Najib Akesbi, il n'a eu qu'un seul objectif en matière agricole depuis son indépendance: exporter des produits de contre-saison à haute valeur ajoutée grâce aux «*avantages comparatifs*»² que représentent son climat et sa proximité géographique avec l'Europe. «*Un développement agro-exportateur, (...) qui n'a tiré aucune leçon des dégâts du productivisme*» précise-t-il. Et ce n'est pas l'agriculture biologique apparue au tournant des années 90 qui a remis en question cette logique. Pour les Pouvoirs publics comme pour les acteurs de la filière, il faut soutenir l'agri-

culture biologique pour répondre «*à la demande croissante des marchés d'export*». D'ailleurs, selon Najib Akesbi, la démarche de certification Ecocert³ au Maroc est à 99 % motivée par l'accès au marché international. Outre les conditions climatiques et la facilité de transport, le Maroc bénéficie d'un troisième «*avantage comparatif*»: une main-d'œuvre sous-payée. C'est la variable d'ajustement qui permet de baisser les coûts de production et de gagner des parts de marché.

Au sud du Maroc, dans la grande région amazigh du Souss, la province de Chtouka Aït Baha est un haut lieu de l'agriculture industrielle exportatrice du pays. Sur la route qui mène à Biougra, les serres maraîchères défilent les unes après les autres. Aux carrefours, sous les panneaux de publicité des firmes semencières, des ouvrières, la tête et le visage couverts de fichus multicolores font du stop quand elles ne sont pas entassées à l'arrière de camions. Au bord de cette route se trouve la station de conditionnement de Primeurs Bio du Souss (PBS), premier producteur et exportateur de légumes frais biologiques du Maroc.

A en croire Lahcen El Hajjouji, patron de PBS, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il déclare que ses ouvriers sont payés 15 à 20 % de plus que le minimum légal et qu'ils sont représentés par un syndicat. La preuve: il subit des contrôles du Business Social Compliance Initiative (BSCI), une émanation de l'association européenne du commerce extérieur qui entend promouvoir le respect des droits des travailleurs. Mais ailleurs, le son de cloche est différent. Abdelhaq Hissan, responsable local du secteur agricole de la Confédération démocratique du travail, a tenté d'approcher des ouvriers de PBS en 2009. A l'occasion d'un dialogue social, des patrons de la région avaient cité cette ferme en exemple. «*Nous avons alors tenté d'approcher les ouvriers de l'entreprise, mais ils n'osaient pas parler. Nous pensons qu'ils avaient peur*». A l'inspection du travail, Monsieur El Yazidi, délégué de la province de Chtouka Aït Baha, est catégorique: chez PBS, il n'y a pas de syndicat. Destinées à faire la lumière sur ce point, les différentes demandes d'interview adressées à Lahcen El Hajjouji sont restées sans réponse.

Selon la FNSA-UMT⁴, premier syndicat agricole du pays, près de 100 000 ouvriers travaillent dans les fermes du Souss. Cette main-d'œuvre, à 75 % féminine, vient de toutes les régions du pays. Déclenchée par la pauvreté qui sévit en milieu rural dans un pays où les investisseurs s'intéressent essentiellement au littoral, la migration intérieure a atteint le seuil de 240 000 personnes par an selon les Nations unies. A la fin des années 2000, lors de plusieurs conflits sociaux, les ouvriers du Souss ont dénoncé leurs conditions de travail et les entraves à la liberté syndicale. Une auditrice sociale témoigne des pratiques sociales des employeurs de l'agriculture industrielle de la plaine soussie. A la demande de grandes enseignes européennes, cette personne qui souhaite garder l'anonymat réalise des





Illustration: Titom

contrôles sociaux pour le compte d'un organisme privé. « Dans les fermes du Souss, qu'elles soient biologiques ou non, la règle, c'est le non-respect du salaire minimum et la non-déclaration à la caisse de sécurité sociale ». En 2012, à la suite des manifestations à répétition d'ouvriers agricoles devant le Ministère de l'Agriculture, les Pouvoirs publics marocains ont programmé l'alignement en trois ans du salaire minimum agricole sur celui de l'industrie. De récents mouvements de protestation indiquent que jusqu'à présent cette disposition est restée lettre morte.

DANS LE DÉSERT... DES DROITS SOCIAUX

Les hommes et femmes qui se battent contre les discriminations ne viennent pas seulement du Souss, grande région pourvoyeuse de denrées pour l'export alors que s'aggrave la déconnection par rapport aux besoins de la consommation intérieure et que le Maroc importe de plus en plus. Une conséquence de l'entrée du pays dans l'OMC⁵, de l'accord de libre-échange passé avec les Etats-Unis puis avec l'Europe.

Bien au sud d'Agadir, le Sahara occidental est devenu une zone d'exploitation intensive des ressources naturelles depuis l'occupation de l'ancienne colonie espagnole par le Maroc en 1975. Dès 1989, le roi Hassan II lance la première implantation de serres à Tiniguir, près de Dakhla, sous l'égide des Domaines royaux, devenus par la suite Domaines agricoles. C'est une filiale de SIGER, le tout-puissant holding qui appartient à Mohamed VI et est également présent dans des secteurs aussi variés que les banques, les assurances, l'extraction minière, l'immobilier, la téléphonie, l'énergie ou la distribution automobile.

Les choix agricoles du gouvernement marocain ne se sont pas démentis depuis. Tiniguir 2, puis

Tiniguir 3 ont vu le jour, confortés par la nouvelle réforme agricole de 2008, baptisée Plan Maroc Vert, une réforme pilotée par le cabinet américain Mc Kinsey. Le modèle reste la grande exploitation, avec priorité à l'investissement privé et à la recherche de la haute productivité. Le Maroc persiste ainsi dans la voie d'une agriculture à deux vitesses et le développement de l'agriculture biologique s'inscrit dans cette logique. Car Tiniguir 3 produit des légumes biologiques pour l'export... sous étiquette marocaine par l'intermédiaire de la SOPROFEL⁶, afin d'éviter la contestation sur leur provenance d'un territoire du Sahara occidental.

Hamid Fatmi est issu d'une famille pauvre de paysans du Moyen Atlas. Il est arrivé à Dakhla en 2007. Comme tous ses collègues, Hamid Fatmi travaillait indifféremment sous les serres biologiques et conventionnelles. Très vite, la constitution d'un bureau syndical s'est imposée. « Nous avons entendu dire que le syndicat, c'est ce qui permettait d'avoir des droits. » Les ouvriers de Tiniguir commencent par réclamer de meilleures conditions de vie. Les trois fermes de Tiniguir se trouvant à deux heures de route de la ville de Dakhla, les ouvriers, tous issus du Maroc dit « intérieur », sont logés sur place. Ils vivent à six dans des chambres de 12 m² où ils dorment et cuisinent. L'eau qu'ils boivent est celle, chargée en soufre, qui sert à l'irrigation des cultures. « Nous avons dû négocier plusieurs semaines pour obtenir des citernes d'eau potable » se rappelle Hamid Fatmi, qui se souvient avoir vu plusieurs de ses collègues souffrir de maladies rénales. Malgré leurs revendications, ils n'obtiendront pas d'amélioration de leur habitat ni la mise en place de secours sanitaires. Après avoir arraché quelques droits relatifs aux congés et amélioré leur taux de couverture sociale, ils finiront aussi par recevoir des bulletins de paye et une carte de travail. La suite ne se fait pas attendre, 150 salariés sont licenciés, on ne réclame pas l'application du droit du travail dans les serres du roi, fussent-elles en production biologique.

FEMMES BERBÈRES : DU CONCASSAGE DES NOIX À LA PERTE D'AUTONOMIE

Plus au nord, la production d'huile d'argan, produit phare de l'agriculture bio marocaine, mobilise quant à elle une autre main-d'œuvre, essentiellement féminine et issue des douars du monde rural. Exclusivement familiale depuis des siècles, elle est une ressource essentielle pour les deux millions de personnes vivant dans le territoire de l'arganeraie qui s'étend de la région de Safi au nord jusqu'aux confins du Sahara au sud. L'huile d'argan reste cependant méconnue en dehors du Maroc jusqu'au tournant des années 90. Une valorisation internationale du produit impulsée par des universitaires marocains va alors propulser cette huile sur le marché mondial et lui assurer une ascension fulgurante. Mais avec quelles conséquences pour ces femmes berbères qui vont le plus souvent devenir employées de coopératives de production ou d'entreprises privées?

Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, l'heure est au « développement durable ». Selon le rapport Brundtland (1987), il ne doit pas compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins. Les programmes d'aide commencent à pleuvoir sur l'arganeraie: Programme SMAP, issu du partenariat euro-méditerranéen pour la préservation de la biodiversité; Projet arganier, qui vise un développement socio-économique durable; Initiative nationale de développement humain du gouvernement marocain dont le principal objectif est de réduire la pauvreté; enfin programme international baptisé « Earth Guest », issu d'une action de mécénat de la chaîne d'hôtels Accor. Ils sont sous-tendus par l'idée que les populations préservent d'autant plus une ressource et un écosystème qu'elles en tirent un bénéfice accru. Outre la préservation de l'arganeraie, il s'agit

d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes berbères. Ces dernières forment une première coopérative en 1996, suivie par des dizaines d'autres. Les dépliants vantent « *des femmes en action pour une huile en ascension* », une huile à usage alimentaire ou cosmétique. Mais certification bio et labellisation sont indispensables pour accéder au marché international. Ecocert assure la première, et l'organisme Normacert la conformité au cahier des charges de l'IGP.

Que deviennent les coopératrices dans tout cela? Après avoir maîtrisé toutes les phases de la production, ne sont-elles pas devenues de simples cueilleuses de noix d'argan et concasseuses pour extraire les amandons? Peuvent-elles désormais se payer un litre d'huile? Une grosse partie de l'huile d'argan à usage cosmétique (amandons non torréfiés) est exportée en vrac. La réputation d' «*élixir de jeunesse*» de cette huile riche en vitamine E a intéressé très vite les grandes marques. Mais, comme dans toute filière tournée vers l'exportation, l'essentiel de la valeur ajoutée est récupéré en aval, car une grande partie de l'huile est exportée en vrac. La certification biologique s'est coulée sans problème dans cette logique économique. Selon Bruno Romagny, économiste et chercheur à l'IRD, les objectifs affichés vingt ans plus tôt sont loin d'être atteints: «*avec l'essor de la filière argan, les ménages ruraux ont été peu à peu dépossédés d'un bien patrimonial, devenu un simple produit commercial de luxe, hors de leur portée quand l'huile doit être achetée en dehors des cercles familiaux*»⁷. Au nom bien sûr de la traçabilité, du développement durable et du sort des populations rurales. Et au profit de la stratégie de développement des organismes certificateurs. La référence au biologique s'intègre ainsi parfaitement à ce que B. Romagny et ses collègues considèrent comme «*un très bon exemple de domination politique, économique et symbolique d'un monde rural qui vit encore dans une autre logique, par ce qu'on peut appeler «le monde du développement*»⁸.

Que ce soit en Colombie avec l'huile de palme, en Bolivie avec le quinoa, au Mexique avec la tomate, au Maroc avec l'huile d'argan, la construction de filières certifiées pour l'export n'est-elle pas la matrice de la spoliation des populations locales, de l'exploitation de la main-d'œuvre et de la prédation des ressources naturelles, à commencer par l'eau? Assurer les besoins prioritaires des populations ou rapporter des devises aux intermédiaires exportateurs et à l'État? L'agriculture biologique n'échappera pas à cette question, sauf à se voir définitivement cantonnée à un cahier des charges technique et à un outil marketing. En 2013, Ecocert a créé un référentiel «*golf éco-durable*». Peut-être l'organisme certifiera-t-il des golfs créés sur des défriches d'arganiers dans la région d'Essaouira après avoir certifié l'huile d'argan de cette région? Quand il y avait encore des arbres...

Patrick Herman

Paysan dans le sud-Aveyron depuis les années 80, journaliste indépendant, auteur notamment de *La conspiration des instants*, éd. Transit Montpellier, 2012, et de *la bio, entre business et projet de société*, Ibid.

(1) Robert Linhart, *Le sucre et la faim*, Les éditions de minuit, 1980.
 (2) Théorie de David Ricardo selon laquelle les pays ont intérêt à se spécialiser dans une activité.
 (3) Ecocert est un des principaux organismes certificateurs dans le monde.
 (4) Fédération nationale du secteur agricole-Union marocaine du travail
 (5) Organisation mondiale du commerce.
 (6) Société de production de fruits et légumes
 (7) Bruno Romagny, *L'IGP Argane, entre patrimonialisation et marchandisation des ressources*, Maghreb/Machrek, hiver 2009-2010, n°202, p.85-114
 (8) R.Siménel, G.Michon, L.Auclair, Y.Thomas, B.Romagny et M.Guyon, *L'Argan: l'huile qui cache la forêt domestique. De la valorisation du produit à la naturalisation de l'écosystème*, Autrepap 2009, n°50

MAIN D'OEUVRE AGRICOLE: VERS UN NOUVEAU COMMERCE TRIANGULAIRE ?

La mise en concurrence des migrants employés dans l'agriculture continue de battre son plein, avec une nouvelle donne depuis quelques années: la montée en puissance des Entreprises de Travail Temporaire (ETT). Le parcours migratoire s'effectue désormais dans une relation triangulaire entre pays d'origine, pays d'accueil et pays de «*mise à disposition*», ainsi que le montre le flux qui relie l'Equateur, l'Espagne et la France. Triangulaire également, le système de relations juridiques entre ETT, salariés et employeurs.

La directive 96/71 CE du Parlement européen et du Conseil vise à éviter les distorsions de concurrence dans un secteur qui a vu le nombre de détachements vers la France passer de 1443 en 2000 à 35000 en 2009. Mais en réalité elle encadre la création d'une réserve de travailleurs temporaires aux droits amoindris. En agriculture le remplacement

de la main-d'œuvre marocaine et tunisienne employée sous contrats OFII¹ par les intérimaires latino-américains est en marche. Cette nouvelle main-d'œuvre décharge l'entreprise utilisatrice des contraintes du contrat OFII, aussi précaire soit-il: il n'y a pas de début et de fin de contrat à honorer.

LA BIO PIRATÉE

Le Troupeau aveugle de John Brunner (publié en 1972) est le chef-d'œuvre de l'écologie-fiction². C'était pour l'époque un ouvrage d'un pessimisme terrifiant, le plus dramatique de tout ce genre littéraire quant à ses descriptions poignantes de la pollution et de la destruction de l'environnement. 1972 est également l'année de publication de "L'Angoisse de l'an 2000" de Roger Heim, et de la création de la revue "la Gueule Ouverte", "le Journal qui annonce la fin du monde". Le titre anglais du "Troupeau Aveugle", "The Sheep look up", est emprunté au vers 125 du poème Lycidas de John Milton: «*Les brebis affamées lèvent la tête (et ne sont point nourries)*». Dans ce roman d'écologie-fiction, l'humanité se meurt soit de faim, soit de cancers provoqués par la pollution alimentaire et environnementale. John Brunner n'a pas vu venir, il est vrai, la pollution nucléaire généralisée et les délices des chimères génétiques: les cerises empoisonnées sur le gâteau toxique, excusons-le du peu. Ce qu'il a très bien vu venir dans "Le Troupeau aveugle", par contre, c'est le rachat de la bio, le piratage de la bio, le frelatage de la bio... Quarante années plus tard, le troupeau aveugle,

en quête de mieux-être et de nutrition digne de ce nom, se précipite dans les super-marchés "bios" sans se douter le moins du monde de l'identité de ceux qui tirent une grande partie des ficelles.

Dans mon essai "Les tambours de Gaïa se sont réveillés", en novembre 2013, j'ai assurément lancé un gros pavé dans la mare en écrivant:

«*En Europe et en Amérique du Nord, la plus grande partie des distributeurs d'aliments "biologiques" ont été rachetés par les grands cartels de l'agro-alimentaire: Nestlé, Cargill, Coca-Cola, etc. En France, par exemple, Lima et Danival ont été rachetés par Hain Celestial, aux USA, derrière lequel se cache l'argent de Monsanto, Walmart, Philipp Morris, City Group et Martin Lockheed. En France encore, acheter les produits bios de Bonnetterre, de Bjorg, d'Evernat, d'Allos, de Tarte, d'Alter Eco... c'est participer à la prospérité du Hollandais Royal Wessanen, l'un des grands groupes européens de l'agro-alimentaire. En France encore, 95 % des légumes bios commercialisés sont produits à partir de semences de variétés hybrides F1; ce qui signifie que le*



Illustration: Elise Wilk

Créée en 2000 par trois jeunes entrepreneurs pour proposer de la main-d'œuvre saisonnière dans l'agriculture en France, l'ETT Terra Fecundis, basée à Murcia, employait en 2012 près de 2000 travailleurs dans les entreprises agricoles des Bouches du Rhône. Mais elle intervient aussi dans le Gard, le Vaucluse, les Landes... Cette main-d'œuvre intérimaire est facturée autour de 15 euros aux entreprises utilisatrices. Ces dernières ont adopté ainsi une nouvelle stratégie consistant à externaliser la gestion des ressources humaines. Coûtant apparemment plus cher que les contrats OFII ou que les saisonniers, cette main-d'œuvre intérimaire est en réalité plus rentable car le volume d'heures tra-

vaillées est strictement calqué sur les besoins de la production. Un simple coup de fil et le travailleur jugé pas assez productif est remplacé. La main-d'œuvre devient jetable grâce à l'externalisation de sa gestion.

Après avoir développé son activité de détachement de travailleurs temporaires en France, Italie et Portugal, Terra Fecundis cherche maintenant à prospecter en Belgique, Hollande et Grande Bretagne. Elle a aussi diversifié ses activités depuis 2004 en se positionnant dans le secteur des transports (Groupe Jumaf Méditerranée) et de l'immobilier (Terra Housing Méditerranée). Se réclamant

d'un «business éthique», elle évolue néanmoins dans un contexte de dérégulation du droit du travail.

Selon le rapport 2011 de la Commission des Affaires européennes sur le détachement des travailleurs, la coexistence de plusieurs règles et de plusieurs droits du travail sur un même territoire génère un dumping social. Comment lutter contre les irrégularités quand on sait que seul un tiers des déclarations initiales obligatoires est effectif? De même que les contrats OFII pourvoient à des postes en réalité permanents, ces intérimaires venus d'Amérique latine ou d'ailleurs, occupent des postes normalement pérennes. Discriminations, abus, écarts de rémunération, prestations de sécurité sociale inférieures, rien n'a vraiment changé, même si le système d'emploi des entrepreneurs agricoles a évolué. Les salariés équatoriens acquittent 300 euros à l'ETT lorsqu'ils retournent en Espagne, et 20 euros pour les envois d'argent dans leur pays. Les droits à la santé sont acquis en Espagne, le suivi médical n'est pas assuré en France, pas plus que les protections de travail. La plupart du temps, seule la moitié des heures effectuées figure sur le bulletin de paie en France, alors que la totalité est approvisionnée en Espagne. Il y a de cela plus d'un an, un travailleur équatorien est mort d'une crise cardiaque dans une serre. Il travaillait par près de 50 degrés de chaleur. Un procès devrait avoir lieu, mais quand?

De ce point de vue, l'agriculture apparaît toujours comme un laboratoire social dans la dérégulation des droits. La bio dite «intensive» échappe-t-elle à cette logique?

Patrick Herman

(1) OFII: Office français de l'immigration et de l'intégration.

consommateur bio, par exemple, a une «chance» sur deux d'acheter un melon bio «Monsanto/Bayer/Syngenta» puisque ces trois groupes de la chimie possèdent la moitié des 250 variétés de melons inscrites dans le catalogue national du GNIS; ce qui signifie que de très nombreux maraîchers bios sont complices de la destruction de la biodiversité alimentaire. En France encore, l'association Kokopelli est «certifiée» bio par Qualité France, qui a été racheté par Bureau Veritas, l'un des leaders mondiaux du contrôle industriel. Dans le Tiers-Monde, l'IFOAM (la fédération internationale de l'agriculture biologique) rabat du petit paysan pauvre pour produire du bio, et encore plus de bio, au service de l'export vers les pays riches, au service de l'industrie bio, et donc au service de l'industrie tout court. Ad nauseam.»

En novembre 2012, lorsque l'Etat de Californie présenta au vote populaire la Proposition 37 destinée à rendre obligatoire l'étiquetage des OGMs, ce fut une levée de boucliers de la part de l'agrochimie qui finança une campagne de rejet de cette proposition.

C'est alors que les consommateurs bios furent éfarés d'apprendre qu'une centaine de compagnies proposant des aliments bios étaient en fait dans l'escarcelle du Cartel de l'agro-alimentaire ou du Cartel de l'agro-chimie et commencèrent à désélectionner ces compagnies de leur panier. Il existe même, aux USA, une application téléchargeable pour téléphones mobiles permettant de connaître l'identité de ces compagnies afin de les boycotter.

BONNETERRE, DISTRIBORG, FRANCE ALTER ECO, EVERNAT...

En France, également, un certain nombre de compagnies bios sont des filiales d'un des plus gros groupes européens de l'Agro-alimentaire, la multinationale Royal Wessanen qui emploie 2100 personnes. Royal Wessanen est coté à la Bourse d'Amsterdam. Certains de ses principaux actionnaires sont:

- Delta Partner LLC, un Hedge Fund basé à Boston aux USA qui possédait 25,61 % des actions de Royal Wessanen en décembre 2012.

- Sparinvest SE, un Danois gestionnaire international d'actifs basé au Luxembourg qui possédait 3,17 % des actions de Royal Wessanen en juillet 2013. Ses principaux actionnaires sont les banques Danske Andelskassers, Nykredit, le fonds d'investissement Investeringforeningen Sparinvest et le fonds de pension Pensionskassen for Farmakonomer. En 2012, Sparinvest SE a signé un accord de partenariat avec le Chinois Haitong International Holdings dont le siège social est installé dans le paradis fiscal des îles Vierges britanniques.

- Invesco Ltd, un gestionnaire international d'actifs situé à Atlanta, aux USA, avec son siège social dans le paradis fiscal des Bermudes.

- Global Thematic Partners LLC. Il possédait 2,25 % des actions de Royal Wessanen en septembre 2013. Il est coté au Nasdaq et on retrouve dans ses actionnaires principaux Dow Chemical, Bunge (l'une des quatre principales multinationales de l'agro-alimentaire avec Cargill, Glencore et le Groupe Louis

Dreyfus), Mosaic Company (le leader mondial de la potasse et du phosphate), Potash Corp Sask (engrais à base de potasse, phosphate et nitrate) et CF Industries Holdings, Inc (engrais agricoles).

- Vanguard Group. Il possédait 0,65 % des actions de Royal Wessanen en septembre 2013.

- Black Rock Fund. Il possédait 0,63 % des actions de Royal Wessanen en septembre 2013.

LIMA ET DANIVAL

Danival, racheté en 2000 par le groupe français de parapharmacie, Viva Santé, vient d'être revendu, en 2011, au Belge Lima qui lui-même est acheté par Hain Celestial en 2002. Après consultation du Nasdaq, il s'avère que les 5 principaux actionnaires de Hain Celestial sont les fonds bancaires suivants: Vanguard, Goldman Sachs, Jennison Associates, Black Rock Fund, et Coatue Management. Derrière le fonds bancaire Vanguard se cachent Monsanto (de l'agent orange aux chimères génétiques en passant par le RoundUp), Philip Morris (les cigarettes), Martin Lockheed (les armements), ExxonMobil (le pétrole), Walmart (le n°1 des supermarchés), Pfizer (la pharmacie), Merck (la pharmacie), City Group, Bank of America, etc. Derrière le fonds bancaire Goldman Sachs se cachent: Apple, Microsoft, ExxonMobil, Vanguard, Google, General Electric, JP Morgan, Pfizer, Merck, etc. Derrière le fonds bancaire Black Rock se cachent: Apple, Microsoft, ExxonMobil, Coca Cola, Chevron, Procter and Procter, Philip Morris, etc. Ad nauseam. La bonne compagnie que voilà!

> suite de l'article page 16



Illustration: Agathe Payen

PROVAMEL

Provamel est l'une des marques avec Belsoy et Alpro Soya de la société Alpro, une filiale, créée en 1980, du Groupe Vandemoortele. Alpro est le leader Européen des produits à base de soja, bio et non bio. Alpro fut revendu en 2009 pour 455 millions de dollars à Dean Foods, le leader mondial de la distribution de lait qui contrôle 90 % du lait aux USA. Alpro distribue ses produits dans une trentaine de pays.

En 2009, Organic Consumers Association appela au boycott de Silk en raison du fait qu'une partie de son soja provenait du Brésil (déforestation de l'Amazonie) et de Chine dans des conditions de travail plus que douteuses sur le plan éthique.

Sur le plan éthique, il faut rappeler qu'en novembre 2012, Dean Foods a donné 253 000 dollars pour lutter contre la proposition 37 en Californie destinée à rendre obligatoire l'étiquetage des produits OGMs. En 2009, le Cornucopia Institute a accusé Dean Foods (Horizon), Abbott Laboratories (Similac) et Nurture, Inc. (Happy Baby) de contaminer délibérément la chaîne alimentaire bio en introduisant dans des aliments bios, tels que du lait et des nourritures pour bébés, des huiles processées avec des solvants synthétiques par Martek.

En avril 2010, le Ministère de l'Agriculture US (USDA) déclara illégales, pour le secteur bio, les huiles de Martek mais l'administration Obama/Vilsak (un homme de paille de Monsanto) bloqua l'application de cette décision pendant encore 18 mois, plus particulièrement sous la pression des lobbyistes de Dean Foods.

PRONATURA

Voyons maintenant le cas de ProNatura, le leader Français de la distribution de légumes et de fruits bio au chiffre d'affaires de 84 millions d'euros en 2010. Sa société est à 51% sous le contrôle d'Activa Capital depuis juillet 2005. Pro Natura a acquis la société Bioprime (un acteur majeur sur le marché des fruits et légumes biologiques) en octobre 2007.

Ce fut son second grand rachat car, en août 2006, il avait racheté le leader belge Biomarché, basé à Sombreffe, qui devint ProNatura-Belgique. En rachetant Biomarché à Hain Celestial (l'actuel propriétaire de Lima et de Danival!!), ProNatura devint le leader européen de fruits et légumes bios. Mais, en 2008, ProNatura Belgique perdit un important client, le groupe Delhaize dont elle alimentait 300 magasins, sous la marque Delhaize Bio. Ce fut une perte sèche car, en Belgique, un tiers des fruits et légumes bios passent par les supermarchés Delhaize. En 2010, ProNatura décida de reprendre l'approvisionnement de certains magasins de distribution comme Système U et Cora France qu'elle avait jadis confié à Pronatura Belgique. Le 19 avril 2010, la Libre Belgique écrit: «Les responsables syndicaux se rendront, ce lundi ou dans la semaine, au cabinet du ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS) pour le sensibiliser à la situation de l'entreprise nivelloise dont on nous assure qu'elle n'a pas démérité. Mais il semble qu'elle connaisse des problèmes de rentabilité, ce qui ne serait pas du goût du fonds de pension Activa Capital, l'actionnaire majoritaire du groupe ProNatura, créé par Henri de Pazzis. Celui-ci en est toujours le président». Sa filiale belge fut, subséquemment, mise en liquidation en 2010 en licenciant une cinquantaine de personnes.

On comprend fort bien que ProNatura/Activa Capital ne souhaitait pas boucher les trous d'une filiale déficitaire alors qu'il redoublait d'efforts pour développer ses filiales de production en Afrique. Et de plus, il n'y a pas de délégués syndicaux au Togo.

TRADIN ORGANIC

Voyons maintenant le cas de Tradin Organic (The Organic Corporation B.V) qui est l'un des plus importants grossistes de la bio européenne. Ce grossiste vend du tournesol de Bulgarie, des haricots de Chine, du sésame et du café d'Ethiopie, du sucre et de l'huile de noix de coco d'Indonésie, du jus d'orange du Mexique, du riz d'Indonésie, des fruits rouges de Serbie, des ananas du Vietnam, etc, etc. En 2008, Tradin Organic a été racheté par la multinationale Canadienne, SunOpta (6).

FMR LLC, l'actionnaire principal de SunOpta, compte parmi ses actionnaires principaux: Monsanto, Coca Cola, ExxonMobil, Chevron, Amgen (leader mondial des biotechnologies), Biogen Idec (biotechnologies), Gilead (biotechnologies), Actavis (pharmacie), Merck (pharmacie), Pfizer, (pharmacie), Regeneron Pharmaceuticals, (pharmacie), Alexion Pharmaceutical (pharmacie), Procter and Gamble (pharmacie, cosmétiques), Johnson and Johnson (pharmacie), Wells Fargo, JP Morgan, Citygroup, Facebook, Apple, Microsoft, Google, General Electric, etc.

En conclusion, Tradin Organic/SunOpta, l'un des plus importants grossistes de la bio européenne, est financé par l'argent des mêmes multinationales qui financent Hain Celestial aux USA ou Royal Wessanen en Hollande. Et ce, pour aller piller le Tiers-Monde de sa biomasse puisque le "sourcing" de ses produits "bios" se situe strictement dans les pays les plus pauvres de la planète.

Dominique Guillet - Fondateur de Kokopelli

(*) Vous trouverez la version longue de l'article ainsi que toutes ses sources, ici: <http://kokopelli-semences.fr>

LA CONSOMMATION « ÉTHIQUE », AU-DELÀ DES NICHES ÉLITISTES

La consommation « éthique », « responsable », « critique » ou « alter-consommation » autour de l'alimentaire prend de l'ampleur, que ce soit à travers le bio, le commerce équitable ou le localisme qui rapproche producteurs et consommateurs. Elle se déploie à travers des multiples réseaux agro-alimentaires dits alternatifs et est généralement présentée, tant dans la littérature que dans les discours activistes, comme la voie la plus porteuse par laquelle les individus peuvent répondre à des préoccupations sociales et environnementales grandissantes. Mais elle fait aussi de plus en plus débat.

On peut comprendre ces réseaux agro-alimentaires alternatifs comme les éléments constitutifs autour desquels pourraient s'articuler de nouvelles formes de gouvernance des systèmes agro-alimentaires. Beaucoup les considèrent comme des « niches » incubatrices d'innovations sociotechniques permettant, par des processus de translation, de contester les logiques du système dominant, de développer des points d'appui discursifs, politiques et opérationnels agissant en prise directe sur lui pour le transformer en profondeur, le reconfigurer.

Mais ils pourraient aussi ne constituer qu'un épiphénomène, utopique et limité aux interstices. Ne constitueraient-ils pas finalement que des segments des logiques dominantes dans lesquels s'engage une poignée de consommateurs privilégiés cherchant seulement à se différencier ou à entrer dans des microsystèmes partiels et éphémères de résistance qui ne conduiraient qu'à une auto-valorisation personnelle ? De plus en plus d'observateurs soulignent en effet les ambiguïtés du marquage de l'« alternatif » défendu par ces réseaux. Ils resteraient non seulement largement dépendants du régime dominant, qui les conditionnent, mais ils seraient aussi traversés par ses logiques, tels que le choix et la responsabilité individuelle du consommateur-citoyen, l'esprit d'entreprise, ou la « charité » comme mode de soutien aux couches les plus vulnérables de la société. Plus encore, ces réseaux participeraient à la reproduction, voire au renforcement, des logiques néo-libérales, tant sur le plan opérationnel – notamment à travers la réappropriation des référentiels technico-économiques et cognitifs (développement des systèmes privés de certification par exemple) –, que sur le plan idéologique, en donnant l'illusion aux acteurs de la société civile d'une « radicalité » qui ne conduirait en fait à aucune ouverture de l'espace politique des possibles.

Enfin, d'autres travaux sur les mouvements sociaux d'opposition au système dominant attirent l'attention sur le caractère d'auto-renforcement que peuvent prendre leurs stratégies. Les pratiques et discours qui s'y déploient pourraient n'être portés que par une logique de reproduction des conditions de leur propre émergence, étouffant par conséquent les aspirations et l'activisme vers des changements réellement émancipateurs.

C'est ce dernier point que nous proposons de brièvement explorer. La question des barrières d'entrée dans ces réseaux dits alternatifs, que ces barrières soient matérielles, culturelles, symboliques, ..., est évidemment fondamentale dans le débat sur l'avenir de ces systèmes d'échange et leur potentiel à transformer le paysage agro-alimentaire.

De très nombreuses études soulignent d'abord une barrière économique liée au coût d'une alimentation de qualité différenciée. Elles montrent que tant aux Etats-Unis qu'en Europe, le profil des consommateurs éthiques est dominé par des personnes majoritairement féminines, urbaines, avec des revenus supérieurs à la moyenne et un niveau de formation plutôt élevé. En France par exemple, Claire Lamine constate que les AMAP ne concernent clai-



Illustration: Alice Bossut

rement pas, ou très peu, des ménages défavorisés. D'importants facteurs culturels interviennent aussi dans les motivations des consommateurs éthiques. Le capital social et culturel, l'accès à certains types de discours, à l'information sur les problèmes liés à l'agro-alimentaire, constituent également des éléments qui façonnent l'adhésion aux circuits alternatifs. La disponibilité en temps est encore mentionnée comme facteur contraignant, par exemple pour l'implication dans le fonctionnement de ces réseaux ou pour la préparation des aliments.

Le bio comme le micro-localisme peuvent apparaître comme des niches qui perpétuent une stratification du système alimentaire, réservées à une classe économique privilégiée

Plus important sans doute est le fait que le capital social et culturel peut jouer dans les deux sens ; constituant une barrière, il peut aussi apparaître comme un marqueur social, ou selon, l'expression de Marjorie DeVault (1991), «an arena of self-expression». Ces réseaux, tels qu'ils sont actuellement agencés, réintroduiraient une dynamique de segmentation, de différenciation, du système alimentaire, fondée sur le revenu et la classe sociale, alors que cette fragmentation liée aux possibilités d'accès aux biens alimentaires avait été (en partie) atténuée par le système agroalimentaire industriel et la logique de consommation de masse conduisant à une démocratisation de cet accès. Le bio comme le micro-localisme peuvent dès lors apparaître comme des niches postfordistes qui perpétuent une stratification du système alimentaire, ces niches, qui capitalisent une anxiété alimentaire, étant réservées à une classe économique privilégiée. Aux Etats-Unis, des chercheurs vont jusqu'à considérer que ces niches constituent un instrument d'oppression sociale aux mains des élites pour renforcer leur position.

Cette question de l'enfermement dans des niches identitaires entretenues par des préoccupations qui restent en fin de compte assez individuelles est centrale dans le renouvellement de la critique du consumérisme actuel. Par rapport à cette critique, nous voulons apporter deux éléments de réflexion pour souligner que cette naturalisation ou nouvelle segmentation de l'accès aux biens alimentaires sur base de clivages économiques et socio-culturels est beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît.

Le premier élément concerne le profil de ces consommateurs «responsables» et la barrière économique à l'accès au modèle de consommation proposé par réseaux agro-alimentaires alternatifs tels que les groupements d'achat communs ou les AMAP. Il faut d'abord mentionner que la grande majorité des études et sondages qui se sont intéressés aux profils des participants réguliers à ces circuits, s'ils relèvent bien un profil dominant issu de la classe moyenne à supérieure, montrent aussi que ce profil n'épuise absolument pas les caractéristiques socio-économiques des participants. Des observations dans certains GAC en Wallonie montrent notamment que ceux-ci attirent aussi des personnes à faibles revenus (chômeurs, étudiants), isolées ou encore marginalisées. En termes d'adhésion effective, la barrière économique doit certainement être relativisée. Cela rejoint des travaux effectués aux Etats-Unis sur les achats alimentaires en circuits courts (voir par exemple Zepeda et Li, 2006, pour une synthèse). Par ailleurs, on peut aussi observer l'émergence d'initiatives, au sein de ces

expériences collectives autour de la consommation alimentaire, permettant de faciliter l'accès aux personnes avec des moyens plus modestes. Cela va des possibilités de paiements différés ou étalés (dans le cas des AMAP), à des systèmes complètement mutualisés, en passant par prix différentiels selon la situation des ménages ou des formes de participation financière par le travail.

Cette dimension de solidarité nous amène à la deuxième piste de réflexion, bien plus essentielle, qui se rapporte à l'ouverture et le potentiel inclusif de ces réseaux qui se veulent alternatifs. Elle touche aux possibilités qu'offrent ces espaces de reconquête d'autonomie dans les choix et pratiques face à la «colonisation du monde vécu» (Habermas) par le marché et les systèmes de pouvoir et face à un ressenti d'impuissance à transformer la société par les canaux classiques de la démocratie représentative. Ils permettent de «se mettre en mouvement» et de mettre en pratique une critique du consumérisme, des institutions de marché réduites à l'échange monétaire individualiste, privatisé et normatif et de toutes les formes de pouvoir qui renforcent ces institutions. La portée de ces réseaux agro-alimentaires alternatifs ne peut pas se réduire à un renouvellement de pratiques d'échange, à un déploiement de variantes dans les circuits de commercialisation. Bien que des motivations à caractère individualiste dominent la participation à ces initiatives («des bons produits à bons prix»), il n'en reste pas moins que celles-ci constituent aussi des lieux d'expérimentation concrète de nouveaux rapports au marché et de nouvelles formes citoyennes de participation au débat public.

Nous pouvons dégager quatre axes selon lesquels la critique du consumérisme et des institutions de pouvoir peuvent se concrétiser à travers ces réseaux associant producteurs et consommateurs.

Le premier axe est celui des relations avec la nature, à travers la reconstruction des liens de l'agriculture à la terre que les groupements d'achat commun ou les systèmes de type AMAP encouragent. On peut observer que ces initiatives ont dans leur grande majorité une exigence (ou à tout le moins une volonté claire), d'être approvisionnées en aliments bio ou produits selon l'esprit bio, ou encore plus strict. Cette demande pour des pratiques agro-écologiques dans les circuits courts permet de retrouver des articulations spécifiques, contextualisées localement (sols, climat, topographie, ...), entre les éléments humains et les non-humains (ou naturels). Elle s'oppose donc aux logiques néolibérales qui cherchent, en artificialisant les relations des producteurs avec leur environnement naturel, à standardiser ces relations. Cette articulation bio-circuits courts permet de sortir du discours purement environnementaliste sur le bio (qui est une narrative du projet néolibéral). Cela doit aussi être compris comme davantage qu'une simple résistance aux grands conglomérats de l'agro-industrie. C'est pour cela que les circuits courts et surtout les systèmes des paniers qui y sont associés et plus encore le système des AMAP sont fondamentaux. Par une reconstruction des liens entre les consommateurs avec leur environnement naturel, ils s'opposent à la vision libérale-verte. En association avec les systèmes participatifs de garantie (ou simplement de confiance) ils contribuent de la sorte à une réappropriation par le producteur de son système agricole et le libèrent de certaines formes d'enclosures technico-économiques.

La confiance et le contrôle participatif autour des modes de production et de la qualité ne constituent pas les seules (ré-)inventions des rapports marchands que ces initiatives proposent. La transformation des règles et des institutions du marché offre un deuxième axe d'analyse qui doit conduire à ne pas voir ces réseaux sous le seul angle d'une nouvelle segmentation de la consommation. La limitation des choix dans les produits et les quantités, la participation des adhérents aux schémas de production, la négociation des prix, les échanges

de produits (et d'expériences) entre producteurs pour la constitution de paniers communs, ..., constituent autant de pratiques bousculant les conventions marchandes. Ces réseaux constituent aussi des lieux de débats, de circulation de l'information, d'occasions d'accroître sa capacité d'être sujet individuellement et collectivement et donc de subjectivation.

Le troisième axe est celui de la construction, autour de l'alimentaire, d'expériences d'économie sociale qui dépassent la vision qui voit le *consommateur* «éthique» comme le bras armé de la contestation sociale. La critique du localisme conduit à suggérer que ces réseaux alimentaires ne deviennent réellement porteurs de radicalité que s'ils sortent du cadre défini par les filières de production-consommation. Or, nous observons qu'à partir de ces réseaux se déploient de plus en plus des espaces de solidarité, des initiatives d'achat et location mutualisés de terres, d'intégration de personnes marginalisées ou handicapées, des jardins collectifs, des programmes de développement rural. Autour de ces réseaux d'échange, on voit se construire de multiples formes de justice sociale, ancrées dans des contextes locaux, non normatives ou imposées par des principes surdéterminants. A travers cet élargissement de leur raison d'être, ces réseaux peuvent donc construire une «alternativité» clairement distincte des logiques conventionnelles. Non pas dans une logique de «niches» ou d'enfermement, mais en intégrant petit à petit toutes les composantes d'un véritable développement territorialisé, avec une réaffirmation d'un secteur d'économie sociale comme composante majeure de ce développement.

L'encastrement institutionnel et le changement d'échelle dans les actions constituent le quatrième axe. On assiste clairement à des mouvements de structuration et de réseautage de multiples petites initiatives qui voient sans cesse le jour. Bien qu'elle se manifeste à des rythmes et par des modalités différentes selon les pays et les régions, cette dynamique s'observe partout. Par ailleurs, même si la question de l'indépendance par rapport à toutes formes de pouvoirs publics demeure une source de débat et même de tension au sein des réseaux, des ancrages institutionnels et des formes de reconnaissance officielle voient le jour. On constate que les groupements chapeautés par une structure de coordination commencent non seulement à recevoir des financements publics mais surtout sont de plus en plus associés à l'élaboration de politiques agricoles et de développement rural. On voit aussi concrètement que le réseautage élargi facilite le partage d'expériences, les débats d'idées ou la réalisation d'études. De plus, à travers cette structuration, on voit aussi se dessiner, à l'échelle régionale, des convergences entre ces groupements de consommateurs, des organisations paysannes ou d'autres associations d'appui à la production et la consommation durable. Des formes de collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres acteurs des circuits alimentaires pour des projets coordonnés à l'échelle d'une ville ou d'une région, à l'image des *Food Councils* en Amérique du Nord, voient aussi le jour (on peut par exemple citer le projet de Ceinture Aliment-Terre de l'asbl Barricade en région liégeoise). Elles se traduisent notamment par la construction progressive d'une identité commune et visible autour des valeurs de la souveraineté alimentaire. Enfin, sur le plan international, elle permet plus facilement à des représentants de ces consommateurs «solidaires» de participer à différentes manifestations de la mobilisation transnationale pour la souveraineté alimentaire. Ces structurations et alliances montrent que les réseaux agro-alimentaires alternatifs ne peuvent plus être considérés comme une vague collection d'acteurs poursuivant chacun leur propre agenda.

Etienne Verhaegen - Centre d'études du développement, UCL

« LIBRE-ÉCHANGE » ET ENVIRONNEMENT : LE RETOUR DES VIRUS OUBLIÉS ?

L'été 2014 a eu un invité de marque peu enviable: Monsieur Ebola. Identifié pour la première fois dans les années 1970, ce virus a montré d'emblée qu'il était un tueur redoutable: à l'époque, 318 personnes furent contaminées dont seules 38 survécurent. Non content de tuer une grande majorité des personnes qu'il contamine, Ebola peut se propager très rapidement car tous les liquides corporels (sang, sperme, salive...) sont susceptibles de le véhiculer. Or, une personne contaminée ne développe les premiers signes de fièvre qu'après une période allant de deux à vingt et un jours. Et lorsque la maladie se propage, elle provoque de multiples hémorragies internes et caillots sanguins, privant d'oxygène des organes essentiels (cerveau, reins, foie, poumons...), dont la peau qui se couvre de cloques et se déchire au moindre toucher. Sans protections, toute personne en contact avec un vivant ou un mort infecté peut donc être contaminée à son tour.

Cet été, Ebola a déclenché une vague de contaminations sans précédent. En l'espace de quelques semaines, le virus a connu une progression fulgurante et rendu malade plus de 3 000 personnes, dont la moitié n'a pas survécu (d'autres malades vont également périr). D'aucuns estiment la situation encore plus dramatique, évoquant le nombre de 20 000 personnes contaminées. Une chose est sûre: partie de foyers localisés, la maladie progresse et se propage, touchant de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest: Congo, Gabon, Guinée, Libéria, Sierra Leone, Sénégal... En Afrique centrale, la République Démocratique du Congo est également touchée par une variante du virus. Même dans les pays occidentaux, les mises en quarantaine se multiplient: on craint l'intrusion de cet invité détestable, Monsieur Ebola...

LE MYTHE DU PROGRÈS FACE À SES DÉMONS

Face à cette épidémie sans précédent, l'Organisation Mondiale de la Santé navigue entre alarmisme et optimisme. Fin août, l'OMS redoutait une propagation éclair et travaillait d'arrache-pied pour éviter le pire: une possible contamination mondiale. Dans le même temps, on apprenait que des vaccins étaient à l'étude, et que deux malades (américains) auraient été guéris grâce à un médicament encore expérimental. L'alliance du monde médical (aussi scientifique que marchand) et du monde politique permettrait donc d'enrayer le virus, renforçant ainsi un mythe cher aux modernes: l'histoire est progrès et l'homme est né pour dominer la nature.

Pourtant, l'histoire contemporaine dément de plus en plus souvent ce point de vue: en matière de dérèglement climatique, n'est-ce pas l'impuissance politique qui domine? Invariablement, chaque sommet climatique international ne se conclut-il pas sur un échec retentissant? De cyclones en sécheresses, l'actualité nous rappelle pourtant l'urgence à agir en la matière. En mai 2014, le ciel s'est lâché

dans les Balkans en y faisant tomber l'équivalent de trois mois de pluie en trois jours seulement. Les inondations et glissements de terrain qui s'en sont suivis ont provoqué plusieurs dizaines de morts, chassé de leur maison des dizaines de milliers de personnes et privé d'eau potable un million de gens! Dans cette région où la guerre a sévi, on redoutait également que ces inondations exceptionnelles ne déterrent les quelques 120 000 mines enfouies sous terre, pour les déplacer vers des zones jusqu'alors considérées sans danger.



Mais le réchauffement climatique fait également fondre les glaciers. En mars 2014, l'Académie des sciences des États-Unis publiait à ce sujet une découverte scientifique détonante: dans l'extrême nord-est sibérien, on venait de réveiller un virus inconnu, enfoui dans la glace depuis 30 000 ans (soit l'époque où l'homme de Neandertal a disparu). Et telle Blanche-Neige après le baiser du prince charmant, ce *Pithovirus sibericum* n'avait pas souffert de son long sommeil gelé: il était intact et actif, capable de se reproduire et de muter. Fort heureusement, *Pithovirus sibericum* est inoffensif pour l'homme; mais sa survie au terme d'un long processus de congélation à de quoi inquiéter. Car on sait désormais que les forages miniers ou la fonte des glaces (due au réchauffement climatique) sont susceptibles de réveiller des virus antiques, porteurs de maladies face auxquelles nous ne sommes plus immunisés. Finalement, et avec toute l'horreur dont il est capable, Ebola nous rappelle ce que nous sommes réellement: une création de la nature qui - d'un simple caprice aussi minuscule qu'un virus - peut nous rayer de la carte des vivants avec une facilité et une cruauté déconcertantes.

TOUJOURS PLUS DE « LIBRE-ÉCHANGE »

Vues sous cet angle, les priorités politiques européennes ont de quoi faire peur. L'été 2014 a vu les autorités européennes et canadiennes annoncer un accord sur l'ouverture réciproque de leurs marchés. Gros de 521 pages, l'Accord Économique et Commercial Global Canada-UE (AECG) va renforcer l'emprise des multinationales sur le monde politique, en autorisant les mastodontes privés à mettre en concurrence (par leur choix de localisation) les systèmes législatifs canadiens et européens. Une clause *Règlement des différends entre Investisseurs et États* va aussi autoriser les entreprises à traîner les gouvernements devant des tribunaux d'arbitrage internationaux, où le droit national n'a pas droit de cité, lorsque des législations démocratiquement votées menaceront de faire fléchir les bénéficiaires privés. L'argent de nos impôts servira ainsi à remplir les poches de firmes multinationales (et de leurs actionnaires) déjà richissimes... Une décision d'autant plus révoltante que la Commission européenne vient de boucler une consultation publique sur ce thème, avec un succès populaire inouï (près de 150 000 réponses) suite aux appels et mobilisations visant à s'opposer à un tel projet! (à ce sujet, voir *Kairos* n°13). Dans la foulée, la Commission européenne a également poursuivi ses négociations en vue de créer un marché unique avec les États-Unis.

Cet accord avec le Canada et ces négociations avec les États-Unis reflètent les priorités politiques contemporaines. Lesquelles sont aussi la source de l'impuissance politique à enrayer le réchauffement climatique: prendre des mesures drastiques de réduction des gaz à effets de serre est incompatible avec le principe du « libre-échange », qui consiste à offrir aux multinationales de plus en plus de libertés pour organiser leurs chaînes de production à l'échelle mondiale, et pour forer et perforer la Terre à la recherche de gaz et minerais précieux. Loin de contrôler la nature, le monde politique nous engage ainsi sur une route faite d'aggravation des problèmes environnementaux et de perte chaotique de contrôle du climat. Un choix qui ne constitue guère un progrès, mais plutôt un fameux recul dans l'échelle des priorités politiques humaines.

Heureusement, rien n'est définitif. Ainsi, l'accord avec le Canada doit encore franchir le processus de ratification, qui passera chez nous successivement par le Conseil européen (autrement dit: les gouvernements des pays membres), le Parlement européen et (très vraisemblablement) les Parlements nationaux. Des étapes successives qui sont autant de chances de faire capoter ce projet détestable... à condition de prendre conscience de l'importance de l'enjeu et de rallier les mouvements (comme www.no-transat.be et l'Alliance D19-20) qui militent contre ces négociations politiques délétères...

Bruno Poncelet

Illustration: Jérôme Désert

LA NEUVILLE, ÉCOLE DE LA DÉMOCRATIE ET DU DÉSIR RETROUVÉ

La question de l'enseignement est indissociable de celle de l'éducation, tout comme le rapport du savoir au désir. Comment ce projet d'école, un internat de semaine né des événements de mai 68 est-il porté depuis 40 ans par adultes et enfants, en articulant Loi et Désir, histoire et (re)création?

UN LIEU RÊVE HORS DU TEMPS

On a rêvé de ce lieu sans savoir qu'il existait, sur les bancs d'école à décompter les jours qui nous sépareraient de la liberté, celle du choix, celle d'un vrai rapport au savoir et par là au monde et à la vie pensais-je alors. «*C'est sorti de l'école, ou en-dehors, que tout le monde apprend à vivre, à parler, à penser, à aimer, à jouer, à jurer, à se débrouiller, à travailler*»¹. Un goût amer de temps perdu, gâché, d'attente infinie. Comment aurais-je pu imaginer que je m'y intéresserais à cette question de l'école, et ce parce qu'elle touche en plein cœur l'articulation individu-société...

LA NEUVILLE, UN LA BORDE DE LA PÉDAGOGIE

C'est interpellée par cette problématique que je me rendais l'été passé à la Clinique de La Borde, où je rencontrais le travail de feu le Dr Jean Oury²; cette génération qui a connu la guerre et ses horreurs et qui a observé la société aliénée et les institutions avec leurs potentialités totalitaires. Après la libération, les rencontres entre novateurs de la psychiatrie et de la pédagogie sont nombreuses: François Tosquelles, Célestin Freinet, les frères Oury, Fernand Deligny, Félix Guattari etc. «*(...) ce n'est pas par hasard si ces grandes architectures – hôpital et école – posent simultanément des problèmes analogues*». (cf. J. Oury). Il s'agit avant tout de considérer l'institution comme un lieu psychique réclamant toute notre vigilance et de créer une vie collective qui met le groupe en capacité de questionnement permanent, favorisant paradoxalement ainsi l'émergence d'une parole singulière.

A La Borde, je rencontre Maïder, une ancienne «adulte» de l'École de la Neuville.³ Elle me parle de leurs outils, de la pédagogie institutionnelle de Fernand Oury, le frère de Jean, issu du mouvement de l'École Moderne de Freinet. «*La classe de pédagogie institutionnelle, c'est finalement la classe Freinet qui entre en analyse*»⁴. Les liens avec la psychothérapie institutionnelle sont nombreux, on y retrouve les mêmes préoccupations dans le rapport au temps, au rythme, au quotidien, à l'éthique, à l'individu, au collectif, à la démocratie et même à la thérapeutique. Les enfants et les fous: comment la société les considère-elle? Un choix politique, le collectif? Les deux frères s'emploient chacun de leur côté à créer un milieu de vie qui, pour commencer déjà, ne serait pas nocif et où «*on leur foute la paix!*» (cf. J. Oury).

Ce qui me frappe en visitant la Neuville, c'est que malgré des réflexions communes, ici le lieu est nettement plus structuré et régi par des lois qu'à La Borde, en réponse aux besoins spécifiques de

l'enfant. Tout comme à La Borde, le projet ne peut se faire sans la participation de tous, là où il en est. «*La part de responsabilité et de travail confié aux enfants est réelle, concrète, sans leur participation, le projet commun ne pourrait être mené à bien. Ils le savent. Ils savent aussi que c'est en participant qu'ils ont le plus de chances que l'école ressemble à ce qu'ils désirent*»⁵. Ici on ne fait pas semblant!

DU CINÉMA A L'ÉCOLE

«*Vivre en harmonie avec ses idées était le grand mythe de notre jeunesse*»⁶.

Fabienne d'Ortoli, Michel Amram et Pascal Lemaître⁷ ont 20 ans à Paris lors des événements de mai 68. «*Nous avions l'impression d'appartenir à une génération perdue*». (p.30). Cette remise en cause d'une société archaïque, immuable, fonde leur désir de créer un lieu autre: «*Il ne s'agissait pas de créer un lieu de rêve mais de rêver à ce que pouvait être ce lieu*». (p.32). Ils ne sont pas instituteurs mais fréquentent quotidiennement la cinématique et réalisent des courts métrages. Lorsqu'ils évoquent leur histoire, c'est l'intérêt pour le cinéma qu'ils placent à l'origine de cette aventure, rêvant d'un lieu qui aurait l'ambiance des films qu'ils aimaient.⁸ «*Nous ne voulions prendre place dans rien de ce qui existait déjà. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons exclu, entre autres, l'idée de travailler au sein de l'éducation nationale. Nous voulions utiliser notre liberté de penser, d'agir*». (p.30). En 1976 ils créent le G.A.P. (Groupe d'Action Pédagogique), parce que le mot «*école*» leur paraît réducteur quand à leur projet, qui deviendra plus tard l'École de la Neuville, du nom du petit village normand où ils s'installent alors.⁹

Lors de ma visite, Michel Amram explique que ce qu'ils voulaient faire, c'est un lieu d'échange, une école avec un grand E, où on ose, sans crainte du maître. Ils avaient l'impression qu'il fallait reconstruire une société, et que ça commençait précisément par l'éducation. Cette école devait fonctionner de manière subversive en ne respectant pas les critères de la société bien-pensante, tout en sachant ce qu'ils avaient envie de transmettre: la démocratie.

DOLTO-OURY, DES PARRAINS FAMEUX

Au commencement de leur projet, les trois amis font appel à leurs aînés: Fernand Oury et Françoise Dolto deviendront jusqu'à leur mort les parrain et marraine de l'école. Le premier, instituteur, n'avait jamais pu créer son propre lieu mais avait tenté de changer le métier selon sa célèbre maxime: «*changer de métier ou changer le métier!*». Il leur recom-

mande d'aller voir Françoise Dolto, célèbre psychanalyste d'enfant. Elle reconnut en ce projet encore balbutiant le médecin d'éducation¹⁰ qu'elle rêvait de devenir étant enfant. «*L'adaptation scolaire est maintenant, à part de très rares exceptions, il faut le dire, un symptôme majeur de névroses*». (cf. F. Dolto).

Mais l'école peut aussi soigner, dès lors qu'on ne met pas «*l'inconscient au vestiaire*» et que l'enfant y est considéré comme un individu et non comme une tête vide à remplir du savoir du maître. «*Il faut vraiment que l'enfant soit déjà aliéné à la soumission au pouvoir, pour accepter une pareille dépendance*.» écrit Dolto qui assurera à la Neuville un rôle de supervision et leur enverra des enfants qu'elle suivait en analyse. A propos de la présence parmi eux de ce premier enfant «*différent*», les Neuvillois diront qu'il fut «*l'éducateur de ses éducateurs*». Encore aujourd'hui, s'y mélangent enfants ordinaires et enfants en grande difficulté, pas que scolaire, relevant habituellement de l'institution spécialisée.

(RE)CRÉATION COLLECTIVE

L'école s'inscrit entre filiation et création, considérant que toute théorie si bonne soit-elle, y compris la pédagogie institutionnelle, ne peut être opérante si elle n'est pas pensée en collectif, dans un perpétuel mouvement. Dans le même état d'esprit, ici, on ne cache pas non plus les dysfonctionnements. En effet, comment demander aux enfants de grandir et d'évoluer s'il n'y a pas d'évolution de l'école elle-même? Cette création au quotidien est la garante de l'étonnante longévité de cette «*utopie qui marche*». Ils se comparent ainsi à des agriculteurs ne faisant jamais deux années pareilles.

«*On s'occupe de l'école et c'est l'école qui s'occupe des enfants*»

La phrase que Dolto leur adresse «*Vous n'êtes pas des chercheurs, vous êtes des trouveurs*» est souvent reprise par Fabienne et Michel qui expliquent que s'ils trouvent c'est justement parce qu'ils cherchent et testent des choses, dont certaines restent en gestation très longtemps. Ils se posent des questions simples, touchant aux choses les plus banales, tout en pensant à la mayonnaise de l'ensemble car «*l'école n'est jamais finie*». Un chantier permanent pour ce couple pour qui c'est l'œuvre d'une vie. Une école qui repose depuis 40 ans sur le désir fondamental de ses fondateurs, présents quotidiennement, vivant sur place: «*On*



s'occupe de l'école et c'est l'école qui s'occupe des enfants». Une école unique qu'on ne peut dupliquer et dont on ne peut appliquer les recettes de manière plaquée. On peut néanmoins penser, interroger, questionner, s'inspirer de ce qui existe, rêver, désirer et enfin... faire!

LA PAROLE ET LA LOI, EXERCICE DE LA DEMOCRATIE

«On pourrait dire que l'école est une petite république», Sacha, ancien élève de la Neuville.

Les enfants qui me font visiter la Neuville évoquent leur école comme une fourmilière. A l'instar d'une ruche, on a la sensation que tout ici est extrêmement bien organisé, pensé, et que chacun sait ce qu'il a à faire. Nous sommes on ne peut plus loin du laisser-aller et de l'anarchie.¹¹ Les différents lieux mais aussi les différents temps sont différenciés, ce qui a déjà un effet très apaisant pour la participante à la journée porte ouverte que je suis. Nous commençons notre visite dans la salle de réunion, la plus grande pièce du château, assis en cercle, adultes et enfants mélangés, attendant l'écoulement du temps dans un grand sablier.

Je ne décrirai ici que quelques unes des inventions des adultes et enfants d'ici, tant elles sont nombreuses et complexes. La manière dont l'école s'y prend pour gérer les conflits quotidiens des uns et des autres, inhérents à ce vivre ensemble de l'internat, me semble révélateur de l'ensemble de la pensée en action ici présente. La plainte toujours la même: «Madaaaaaame, il y a Untel qui...», nous oblige souvent à rendre un jugement en un temps record tout en apaisant les égos blessés! Ici ça ne se règle pas à chaud mais en passant par le rituel et le symbolique, ce n'est pas l'adulte tout-puissant qui rend jugement. Les enfants notent leur plainte dans «Le Carnet», cet exercice de mise par écrit ayant déjà un effet apaisant. L'enfant peut ainsi continuer plus serein la semaine car il sait que le mot sera discuté collectivement lors de la réunion du vendredi, exercice de la parole et du pouvoir partagé. On peut toujours aller si besoin boudier aux «Quatre pierres» m'expliquent les enfants. (Il s'agit de quatre pierres placées autour d'un arbre.) En réunion, une ceinture foncée préside, et chaque voix d'adultes et enfants compte de manière égale lors des votes. On s'écoute et le conflit inter-individuel devient l'occasion d'exercer le pouvoir démocratiquement avec pour outil essentiel la parole. On invente ensemble des règles, qui correspondent

à une nécessité de vivre ensemble et de penser l'école. Ces lois sont transmises oralement mais les décisions sont inscrites dans Le carnet. Si l'on a oublié les lois ou qu'elles s'avèrent caduques dans la pratique, c'est signe qu'elles doivent ainsi être repensées. Ici pas de punition mais une réparation, en lien avec le dommage subi. Ainsi, un enfant va réparer le carreau qu'il a cassé ou payer un pot à l'épicerie de l'école. A la Neuville, les enfants grandissent en ayant une vraie place en tant qu'individu parce qu'ils sont acteurs de l'organisation du quotidien de leur école.

Il y aurait encore une foule d'outils passionnants à décrire, notamment le système des ceintures imaginées par Fernand Oury et tirées de son expérience de judoka. Sur le tatami, on ne fait pas les mêmes prises aux débutants qu'aux confirmés! Les différentes couleurs de ceintures de scolarité et de comportement sont un formidable outil pour permettre à l'enfant de se responsabiliser et de grandir, notamment avec le parrainage d'un plus grand avec un plus petit.

DÉSIR D'APPRENDRE ET DE S'APPRENDRE

A la Neuville seule la matinée est consacrée à la classe car ici le scolaire est une activité au même titre qu'une autre. L'après-midi s'articule librement entre ateliers de l'ordre du besoin comme la cuisine (il n'y a pas de cuisinier), et ateliers de l'ordre du désir, tels les arts et les sports. Les adultes font ce qu'ils savent mais avant tout aiment et désirent faire et entraînent ainsi les enfants avec eux. Pas ici de hiérarchie antagonisante corps et esprit. Le travail manuel/ concret est aussi essentiel que l'intellectuel/abstrait. On fait sans cesse des liens entre les savoirs. On considère ainsi que la découverte d'un terrain où l'enfant réussit a pour conséquence la contamination des autres domaines.

On essaye avant tout de créer «une école où l'on est content de vivre», remède à la spirale de l'ennui, du décrochage scolaire, du manque d'estime de soi, de la violence. «Un lieu où chacun puisse advenir, venir ou revenir au monde, condition nécessaire au désir d'être là et de grandir. Ce que les enfants retrouvent à la Neuville c'est le désir. Désir d'être au monde, de communiquer, de voir, de savoir, de grandir». (cf. F. Oury). Là où l'école classique demande du «tous pareils» en proposant un menu qu'on se doit d'avalier même si l'on n'a pas faim, les Neuillois font le pari réussi de proposer un lieu où

chacun serait chez lui, un lieu où prendre le temps, chacun à son rythme et chacun selon son style. «Permettre aux enfants de faire ce qu'ils ont envie de faire».

DU PRIVÉ A L'A.S.E.

L'École de la Neuville compte aujourd'hui un effectif d'une dizaine d'adultes pour quarante enfants de 6 à 18 ans, répartis en trois classes. Il s'agit d'une école privée hors de tout contrat avec l'Education nationale, ce qui leur permet une grande liberté pédagogique et idéologique.¹² L'école privée a donc un coût financier mais évite le piège de l'entre-soi de l'école réservée à une élite sociale, beaucoup d'enfants leur étant envoyés par l'A.S.E. (Aide Sociale à l'Enfance). Celle-ci prend en charge le prix de journée, trouvant ici, à la différence d'un Foyer, l'intérêt d'un lieu scolaire à l'intérieur de l'internat. Fabienne d'Ortoli poursuit en expliquant leur volonté que la population de l'école soit à l'image de la population française, la multiethnicité constituant un de leurs atouts. Quant à la question de savoir si l'enfant a été en échec avant de venir à la Neuville, elle ne les intéresse pas, considérant ces informations comme peu fiables et stigmatisantes pour l'enfant. Ils préfèrent retourner la question: n'est-ce pas l'école qui est en échec? Et conclure qu'on ne peut instruire sans éduquer.

On peut dire de l'école de la Neuville qu'elle remet sur pied et au monde des enfants dont les parents n'avaient jamais entendu un seul mot de positif de la part de l'école traditionnelle qui voit l'élève, rarement l'enfant. Et c'est précisément cette réussite qui dérange. A la merci des inspecteurs, qui pratiquent la politique du parapluie (j'interdis pour éviter) ce haut lieu de pensée n'est jamais totalement à l'abri d'une fermeture. Fabienne d'Ortoli et Michel Amram expliquent que leur liberté d'action est grande mais qu'elle reste néanmoins fragile.

C'est donc peut-être à nous, génération désabusée, de nous inspirer de ce formidable modèle tout en prenant en compte notre époque, et ainsi de continuer à penser et trouver une école alternative...

Léonore Frenois

<http://www.ecole-de-la-neuville.asso.fr>

- (1) Ivan Illich, 1971, *Une société sans école*, Oeuvres complètes, Fayard.
- (2) Voir à ce sujet mon article du Kairos n°11, p 8-9, *Qu'est-ce que je FOU là ?*
- (3) Ce terme est préféré à celui de «professeur» à la Neuville, les «adultes» y sont à la fois enseignants, éducateurs et surtout individus. Etant donné qu'il s'agit d'un internat, ils encadrent tous les autres moments de la vie quotidienne. Il y a donc les «adultes» au même titre qu'il y a les «enfants».
- (4) cf. Jacques Pain, professeur émérite en Sciences de l'Education à Paris X.
- (5) Amram M., d'Ortoli F., *Cahiers pédagogiques*, n°505, mai 2013, p.62.
- (6) Amram M., d'Ortoli F., *L'école avec Françoise Dolto, Le rôle du désir dans l'éducation*, 1990, Hatier, p.40.
- (7) Pascal Lemaître terminera l'aventure neuilloise en 1984.
- (8) Le cinéma restera une de leurs préoccupations, réalisant eux-mêmes plusieurs films sur leur école ainsi que sur ses rapports avec Dolto et Oury. Par ailleurs, à la Neuville, tous les soirs, c'est ciné club obligatoire. Les enfants connaissent ainsi tous les anciens films français! Michel Amram leur transmet sa passion en analysant des séquences au préalable. Un outil essentiel pour décortiquer l'image et les publicités notamment.
- (9) L'école de la Neuville est aujourd'hui installée dans un château à Chalmaison en Seine-et-Marne (région parisienne).
- (10) Françoise Dolto raconte qu'enfant elle voulait être «médecin d'éducation», souhaitant mettre ensemble prévention et éducation.
- (11) Nous faisons ici référence au mouvement libertaire dont s'inspire Summerhill, école créée en 1921 - et toujours en activité - par Alexander Neill et dont La Neuville, malgré des principes très proches se distingue. «La pédagogie institutionnelle refuse en bloc l'approche non-directive. Un enfant à qui on laisse faire tout ce qu'il veut ne peut pas avoir envie de grandir. Un enfant peut se constituer contre une loi, mais pas contre du brouillard. Il faut qu'il y ait des lois en classe qui ne soient pas transgressées. Si elles le sont, on en parle au conseil.» (Wikipedia).
- (12) Alors que les techniques Freinet sont utilisées pour les plus jeunes, la Neuville est très soucieuse de l'après et prépare ainsi progressivement l'enfant à l'entrée au Lycée et au programme de l'Education Nationale.

UNE REMORQUE FACILE À RÉALISER

Pas de doute, le vélo c'est rapide, agréable, tonifiant et pratique. Le porte-bagages permet de transporter pas mal d'objets et l'ajout de fontes (bidons) offre un volume non négligeable où peuvent s'entasser les courses, les objets créés à la Foire aux Savoir-Faire, le laptop,....Mais, car il y a un mais, ce volume transportable a des limites. Nous nous sommes tous retrouvés un jour à vouloir ramener 2 bacs de vidanges de bière au magasin, ou face à un magnifique tas d'encombrants, le jour des grandes poubelles. Au début, on y croit! On tente tant bien que mal de faire tenir les bacs ou le brol sur le vélo, mais après quelques minutes il faut se rendre à l'évidence: sans remorque je n'y arriverai jamais!!!

Ça, c'était avant, car aujourd'hui la Foire aux Savoir-Faire vous propose de construire votre remorque vélo récup'

Il vous faut:

- 4-5 planches en bois (des planches de palettes feront très bien l'affaire)
- 1 planche de multiplex ou encore mieux de coffrage (jetez un oeil dans les conteneurs proches de gros immeubles en construction)
- 2 fourches de vélo récupérées
- 2 roues entre 20 et 26 pouces récupérées
- 2 tubes en métal de 30 mm de diamètre (jetez à nouveau un oeil dans les conteneurs ou sur les grandes poubelles)
- 2 tubes en métal d'un diamètre compris entre 23 et 28 mm
- des vis
- une dizaine de boulons de poëlier (diamètre de 6 mm) et des rondelles
- 4 anneaux à visser pour coincer la fourche (cela se trouve chez les marchands de paraboles ou dans les magasins de bricolage)

ÉTAPE 1

Commençons par assembler le plateau qui servira de zone d'entreposage. A l'usage, la dimension de 2 bacs de bière semble une bonne unité de surface. Celle-ci forme un cadre de 80 cm sur 46 cm avec, à l'avant de la remorque, de préférence une planche en bois de coffrage ou multiplex (plus solide et rigide) qui portera les 2 fourches (longueur 85 cm).

Pour la rigidité de l'ensemble, il vous faudra fixer 2 planches verticalement sous le plateau simplement vissées en 3 points (n'oubliez pas de pré-forer les trous): une sous le multiplex à l'avant de la remorque et une autre sous la planche arrière.

ÉTAPE 2

Nous pouvons fixer les fourches. Elles ne doivent pas être trop rapprochées, pour pouvoir placer des objets relativement encombrants sur le plateau, ni trop éloignées afin de pouvoir se faufiler entre les voitures. Dans le cas de la remorque sur la photo, cela se traduit par un écartement des fourches au niveau de la planche avant de 64 cm. Avant de fixer les fourches avec les anneaux serrants, assurez-vous bien qu'elles soient perpendiculaires à la planche avant!!!

Une fois les fourches fixées, joignez les moyeux de ces dernières au plateau à l'aide d'équerres afin d'augmenter la résistance de l'ensemble.

ÉTAPE 3

Il reste à relier la remorque au vélo. Le bras est formé de 2 tubes (blancs sur la photo) de métal reliés entre eux par un coude, également un tube, mais de diamètre inférieur. La dernière partie, que l'on accroche au vélo, est un tube de même diamètre que le coude. Les tubes sont reliés entre eux par 2 boulons de poëlier. Afin d'augmenter la résistance de l'ensemble, nous avons boulonné une barre transversale sur les 2 tubes blancs.

Le tube qui fait le raccord avec la fourche a été disqué sur sa longueur de manière à ce qu'il se déforme et embrasse complètement la forme du tube de la fourche au moment de la compression entre les anneaux.

Quelques règles à respecter: Calculer le coude de manière à ce que la roue arrière du vélo soit centrée par rapport à la remorque. Laisser suffisamment d'espace entre la roue du vélo et la remorque.

ÉTAPE 4

Il existe différentes solutions pour raccorder le bras de la remorque au vélo. L'idéal semble être une fixation qui se place directement sur le moyeu de la roue arrière du vélo tout en laissant plusieurs degrés de liberté à la remorque! Pour le moment, nous accrochons le bras à l'aide d'une manille sur le montant du porte-bagages, mais n'hésitez pas à chercher votre solution et à la partager.

Voilà, c'est pas très compliqué et surtout quel plaisir indescriptible la première fois que vous tractez votre remorque chargée derrière votre vélo!!! Vous serez étonné de ce qu'elle peut transporter!



BRÈVES

ON VOUS INFORME!

Le 10 septembre, les médias nous ont copieusement «informés» - euh! appâtés...»: doubles pages 2 et 3 du Soir (les plus chers pour l'insertion publicitaire après la couverture) avec une accroche en couverture; traitement comme sujet principal dans tous les journaux télévisés; débat du jour («Apple a-t-il été à la hauteur des attentes», Le Soir) et autres questions essentielles («L'apple watch, révolutionnaire?», La Libre). C'est à nous faire croire que les mass médias ne participent pas au phénomène qu'ils décrivent, comme l'exprime ingénument le sondage du jour de la DH: «allez-vous vous ruer sur les nouveaux iphone d'Apple?» On a envie de leur répondre: oui! Puisque tous médias confondus en font leur Une et qu'ils vantent -vendent- les mérites du produit quotidiennement, n'informent pas les lecteurs sur l'exploitation nécessaire à la production de l'objet et sur les risques sanitaires et sociétaux qui y sont associés. Mais ils ne comprendraient pas... puisqu'ils en vivent.

SANS AFFINITÉ

Après la nécessité créée de se rencontrer par internet, virtuellement donc - tout le monde connaît cette célèbre image d'un chien devant un écran d'ordinateur avec au-dessus un phylactère où il est écrit: «quand je suis devant l'écran, personne ne sait que je suis un chien» -, même la rencontre physique impromptue doit ne plus avoir lieu et il faut jauger la potentielle marchandise - l'autre - par les outils de la technique. Ainsi de Tinder, «manière amusante pour faire de nouvelles rencontres intéressantes autour de vous. Zappez vers la droite si cette personne vous plaît ou vers la gauche pour l'ignorer. Si vous plaisez également à quelqu'un, une affinité est créée! Papotez avec une de vos affinités ou pre-

nez une photo pour partager un moment avec toutes vos affinités à la fois. C'est une nouvelle manière de vous exprimer et de partager avec des amis.» Après les «amis» de Facebook, voici les «affinités» de Tinder. On zappe et on soupèse, la beauté se réduisant à l'image. Ça me plaît, je clique, ça ne me plaît pas, je jette. Mais surtout, ce qu'on ne dira pas trop, l'analyse étant sans doute trop peu séduisante, c'est que l'application est là un nouveau moyen de faire de l'argent sur la rencontre interindividuelle. A quand la nouvelle «invention» pour augmenter le profit?

TOUS LES MÊMES? OUI!

Watermael-Boitsfort, seule commune de Bruxelles dotée d'un bourgmestre écolo, est grisée par un souffle révolutionnaire. «Fini le tableau noir et les craies, nous disent-ils dans leur journal communal officiel, le tableau interactif est directement relié à un ordinateur via un rétroprojecteur et connecté à Internet si besoin. Les craies sont remplacées par des stylets qui permettent d'écrire ou de dessiner à volonté». «Écrire ou dessiner à volonté», quel projet fantastique. Voilà qui manquait à la jeunesse et qui expliquait sans doute le taux farameineux d'échecs dans l'enseignement: avec la craie et le tableau noir se traçaient implicitement des limites. Et puis il n'y avait plus d'interactivité avec ces vieux brols sans lumière et déconnecté: «L'intérêt majeur de cette installation est de favoriser l'interactivité entre le professeur et les élèves. Cet outil suscite la curiosité et l'intérêt des enfants, et rend les enseignements plus ludiques (sic) et stimulants. Le bénéfice est certain sur l'attention et la concentration des élèves». C'est gagné quoi!

Mais direz-vous, c'est là l'effet du maïorât vert: les idées originales, le cheminement à contresens, vers plus de simplicité et de retour aux choses utiles... Sauf que le problème c'est qu'il font tous pareils... vive le productivisme!

Périodique officiel d'information de la commune de Watermael-Boitsfort, avril-mai 2014, pour une information plus neutre sur le sujet, voir le Kairos 7: «TIC(E): passage en force».

ON RÉPÈTE APRÈS MOI...

Il est souvent intéressant de recouper différents articles d'un même numéro de titre de presse (et encore plus d'analyser les différentes parutions). La Libre du 30 août nous éclaire par le contraste. Dans son édito, elle reprend les poncifs du bon Occident face au méchant Russe, évoquant «une Russie revancharde [est celle] que l'on voit aujourd'hui à l'œuvre en Ukraine». Le journaliste irrévérencieux interroge alors: «que faire alors avec cette Russie?» Il en conclut qu'on a besoin d'elle, pour la sécurité du continent européen, pour la lutte contre le terrorisme (celui des Etats-Unis en Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie?) et l'islamisme radical (celui appuyé par l'Union européenne et les USA en Irak?), mais que «l'Occident ne peut pas se permettre de s'incliner devant une intervention militaire russe dans un pays voisin». Le journaliste répète bien sa leçon: un, deux, trois, on applaudit!

Un saut de pages plus loin, dans la «Libre Entreprise», à la partie «Opinion», voilà la spécialiste en énergie et en environnement, commençant par nous asséner le perpétuel TINA: «la consommation mondiale d'énergie devrait progresser de 56% en 30 ans entre 2010 et 2040», qui continue, après avoir fait preuve d'une fausse circonspection sur les risques liés aux gaz de schiste, par nous dire: «des réserves de gaz de schiste ont été identifiées dans certains pays de l'Union». Oh, c'est vrai? Où par exemple? Euh, à Donetsk, à l'Est de l'Ukraine, dont on se demande si «les intérêts des pétrolières occidentales ne seraient pas derrière la violence» qui sévit là (voir «Qu'ont en commun les guerres en Ukraine, à Gaza, en Irak, en Syrie et en Libye?», www.voltairenet.org, voir aussi «Vous reprendrez bien un peu de gaz de schiste au dessert», Kairos 13). Bon allez, hop, hop, hop! on arrête là de faire du journalisme et on répète après moi: les gouvernements américains et occidentaux sont les gentils, ils veulent sauver le monde et tout ce qu'ils font s'inscrit dans un dessein de paix... jamais, oh non jamais! dans un but égoïste de profit.

Par AP

LU, VU, ENTENDU



On aimerait parfois, lorsqu'on débute certaines lectures, que l'on nous informe dès les premières pages que tout ce que nous lirons n'est que pure fiction ou, du moins, que l'auteur, à la fin de l'ouvrage, nous signale que tout cela n'était qu'une bonne plaisanterie...

Point question de cela pourtant dans *La reproduction artificielle de l'humain*. Débutant sur le formidable subterfuge

qu'a constitué le combat hypermédiatisé et politiquement fertile – quand on parle de cela, on ne parle pas du reste – du « mariage pour tous » qui s'est étendu à la procréation médicalement assistée (PMA) pour tous, l'auteur met en évidence comment le système récupère à son profit ce qu'il a lui-même engendré : dans tous les pays occidentaux, la qualité du sperme est en déclin et cette chute est directement liée au mode de vie délétère généralisé dont la cause principale se trouve dans la pollution de notre environnement. Devant cette réalité, de plus en plus de couples ont recours à la PMA. Formidable boucle du capitalisme : les mêmes qui détruisent se présentent comme les nouveaux sauveurs. C'est « l'accumulation par dépossession » : l'on nous prive de notre capacité de nous reproduire et puis l'on nous aide à nous reproduire.

Parmi ces polluants omniprésents, les perturbateurs endocriniens occupent une place de choix. Pesticides agricoles, phtalates, bisphénol a (biberons, vernis intérieur des boîtes de conserve, tickets de caisse, ...), ... sont responsables de malformations génitales « qui altèrent la sexualisation des hommes et des femmes, avec des conséquences évidentes sur notre capacité à nous reproduire » (p.26). Et l'auteur de prévenir les militants de la Manif pour tous : « c'est d'abord là que se joue l'abolition de la différence entre les sexes. On attend désormais que Frigide Barjot, Béatrice Bourges et leurs amis exigent l'interdiction des PVC, pesticides et autres polluants, et la fermeture des usines qui les produisent » (p.28).

Usant de la métaphore de la production industrielle, l'auteur nous embarque dans une *visite* virtuelle, nous convainquant assez vite que derrière le langage formaté des publicitaires, tout cela n'est plus du domaine de la métaphore mais bien de celui de la réalité : pour « fabriquer un bébé », on sollicite le secteur primaire, celui de l'extraction des matières premières – matières premières reproductives –, le secteur secondaire, celui de la fabrication industrielle – dans la production de l'enfant : insémination artificielle, fécondation *in vitro*, location d'utérus ; ou dans sa *customisation* : dépistages pré-implantatoires, sélection des embryons, améliorations génétiques ; enfin le secteur tertiaire où se développe une infinité de services autour de la production : séquençage génétique, conseils juridiques, hôtellerie et agences de voyage...

Foisonnant d'exemples véritables pêchés sur les sites et les dépliants visant à appâter le client, on réalise progressivement que là où, au départ, nous pouvions penser être loin du transhumanisme, nous y sommes bien enfoncés : le fantôme de l'enfant parfait est en filigrane des toutes ces manipulations et c'est ainsi que ici ou là, de nombreux couples fertiles – et riches, cela va de soi – ont recours à la PMA... « *L'enfant sur catalogue. L'eugénisme libéral* ». Nous y sommes.

L'auteur montre ainsi que ce n'est rien d'autre qu'un combat contre la nature, l'égalité, le hasard, la finitude et l'inévitable imperfection de la vie qui se mène ici.

AP

Alexis Escudero, «La reproduction artificielle de l'humain», éd. Le monde à l'envers, Grenoble, 2014



Françoise Gollain, André Gorz, pour une pensée de l'écosocialisme, collection «Les précurseurs de la décroissance», éd. Le Passager clandestin, 2014, 94 pages.

Comment le philosophe André Gorz (1923-2007) peut-il être considéré comme un précurseur de la décroissance ? Ce court essai parle aussi indi-

rectement des rapports controversés de la décroissance avec l'écosocialisme. Au fur et à mesure de ma plongée dans la décroissance, je me suis un peu éloigné des positions de Gorz, que j'ai pourtant beaucoup lu au départ, entre autres son décapant *Adieux au prolétariat* (1980). Dès les années 1970, Gorz refusa le mythe de la croissance au profit d'une « frugalité sereine » obtenue par une redistribution égale des ressources. La réunification du producteur et du consommateur permettrait de récuser le fétichisme de la marchandise et l'impératif d'accumulation de capital, tandis que les limites physiques de la production sont une raison de plus de subvertir le capitalisme. L'écologie doit rester politique pour se prémunir, d'une part des dérives technocratiques, d'autre part de l'innocent environnementalisme. Mais la vision prométhéenne, industrialiste et anthropocentrique de Gorz, ainsi que sa sous-estimation des limites énergétiques, l'éloignent, à mon sens, de la décroissance.

Disciple de Sartre, Gorz n'aura cessé d'aborder sa réflexion par l'angle existentialiste. Être de liberté, l'homme doit rester maître de ses actes et de ses techniques. Il a plaidé pour abolir le travail salarié au profit d'activités autodéterminées, facilitées par la distribution d'un revenu de base ; en critiquant le capitalisme du point de vue du travail, il s'est affronté aux marxistes orthodoxes, tout comme par son anti-déterminisme historique. Mais il resta attaché par-devers soi à la doctrine de Marx par sa conviction que les contradictions internes du capitalisme devaient provoquer dialectiquement sa disparition. Ce fin critique du capitalisme, du cycle travail-consommation et de l'écologie a pourtant fini sa vie intellectuelle sur une fausse note avec *L'immatériel* (2003), une ode naïve à la prétendue capacité des technologies de l'information et de la communication à dépasser les rapports de production capitalistes et à procurer l'autonomie aux citoyens, puisque « l'informatique et l'Internet minent le règne de la marchandise à la base » (p. 45). Il a donc applaudi la création des logiciels libres (gratuits) censés faire contrepoids à la domination de la valeur. F. Gollain souligne les paradoxes de cette position (pp. 48 & 49) et rappelle que Gorz voyait une ambivalence dans les technologies, capables selon lui d'aboutir soit à l'autogestion, soit à l'hypercentralisation. Bref, il avait lu Illich mais pas Ellul.

Bernard Legros

ANNONCES AGENDA

LE MPOC RECHERCHE UN GRAPHISTE

Le Mouvement politique des objecteurs de croissance recherche un graphiste pour l'aider à améliorer la mise en page de son journal "L'escargot déchaîné". Merci de téléphoner à Michèle Gilkinet via le 071 876779 si vous pouvez nous aider.

SAUVER LES ÉDITIONS ADEN !

Les éditions Aden, qui nous offrent un catalogue d'ouvrages qui nourrissent la pensée – ce n'est pas rien! – vont mal. Face à cela, les mots ne suffisent plus et la mobilisation devient urgente.

Comment sauver les Éditions ADEN ?

Des auteurs, des amis, des libraires, tous les secteurs de la chaîne du livre se mobilisent pour sauver la maison d'éditions et continuer cette belle aventure. L'ASBL JOLI MAI avec l'aide d'autres associations et librairies lance une campagne de soutien financier pour racheter le catalogue des Éditions Aden et le rendre à nouveau disponible dès la rentrée.

Cette opération financière nécessite de gros moyens : il leur faut 50 000 euros pour relancer cette aventure éditoriale et tous les dons sont les bienvenus !

Soutenez-les en versant votre soutien sur le compte de l'ASBL

JOLI MAI > IBAN : BE58068895053379

Vous avez des questions, des idées ?

Téléphonez à Gilles MARTIN : 0470/59.02.62

LANCEMENT D'UNE NOUVELLE REVUE : PAPIER MACHINE

On sait chez Kairos comment les débuts, et la suite, peuvent être durs. C'est aussi pour cela que nous soutenons toute initiative qui tend à donner au sujet l'occasion de penser. La nouvelle revue Papier Machine se présente comme « une revue grenade, dotée d'un manifeste, qui a décidé de soustraire sa tête à la guillotine de tout numérique ».

Le premier numéro, sorti en septembre 2014, se construit autour du mot « SOUFFLE. »

On espère que la revue sera à la mesure de l'époque et offrira autre chose que les contenus vides que l'on retrouve si souvent, dans une forme de pensée moderne qui feint l'engagement mais n'est rien d'autre que du vent.

Pour plus d'informations, diffuser ou acquérir Papier Machine / tél. : 0032/485.83.58.11, contact@papiermachine.be / www.papiermachine.be

BRUXELLES EN MOUVEMENT

« Bruxelles en mouvements » (n°271, juillet-août 2014) qui parle des grands enjeux urbains bruxellois consacre le dossier de son dernier numéro à l'aménagement de l'espace public et à la place laissée aux habitants dans la ville. Consultez le sommaire complet sur le site ou, mieux, abonnez-vous !

Infos : www.ieb.be

LÀ-BAS: LA SUITE

La-bas si j'y suis, émission culte de France Inter lancée en 1989 s'est fait virée par la maison. Plus rien n'étonne dans un environnement cadenassé où l'esprit critique ne se construira plus par les grands médias installés. Ils rebondissent et continuent sur la toile : pour les soutenir, abonnez-vous.

Plus d'infos : www.la-bas.org

MÉDIAS ALTERNATIFS, ALTERNATIVES MÉDIATIQUES – 27 NOVEMBRE, NAMUR

Salon des médias alternatifs et des alternatives médiatiques qui s'inscrit en clôture au cycle jeune d'un projet mené depuis septembre 2012, intitulé « Médias Diversité Citoyenneté ». Il s'adressera donc en priorité à un public de jeunes adultes, principalement des étudiants. Kairos y sera !

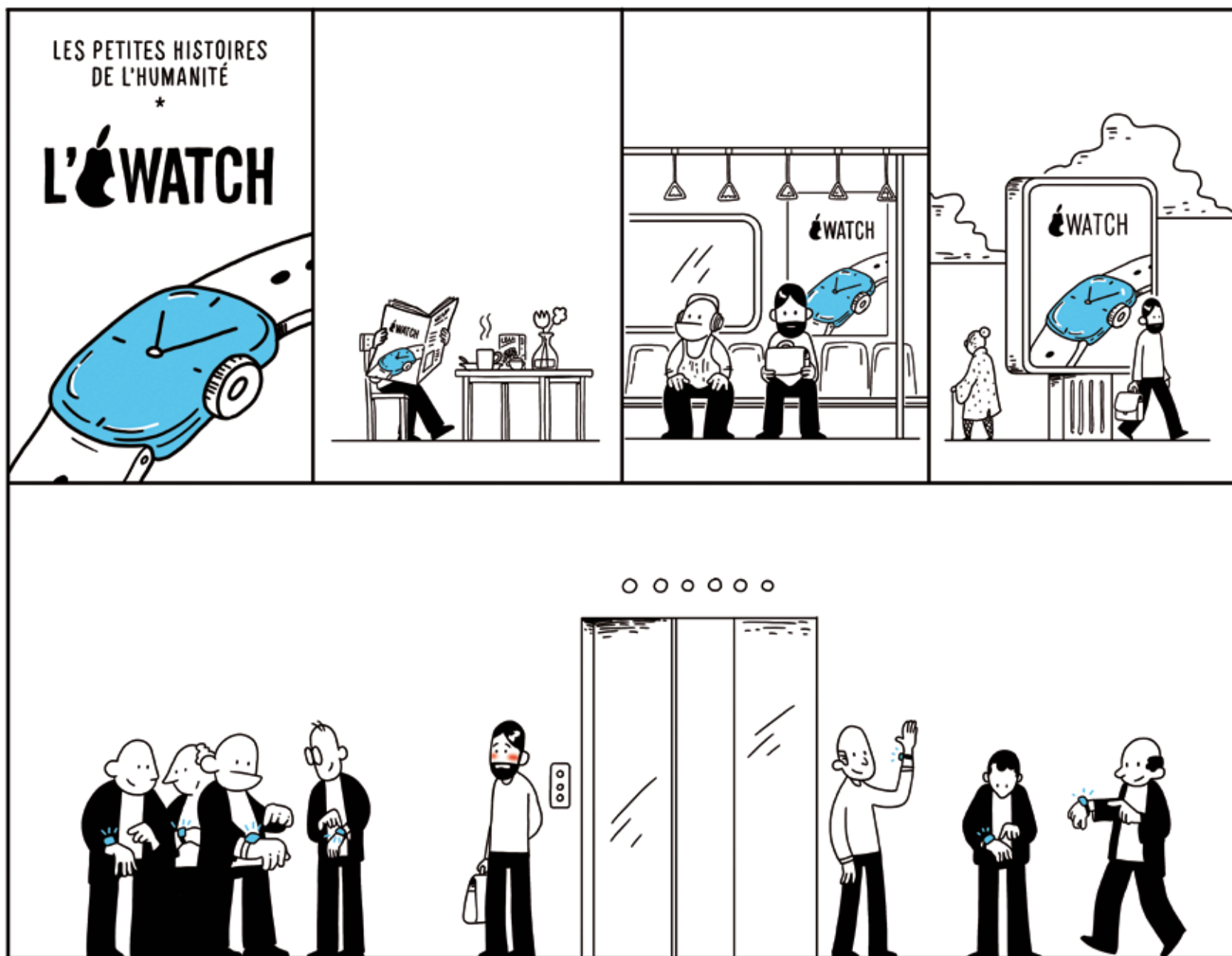
Carrefour des cultures, avenue Cardinal Mercier, 40.

Plus d'infos : 081/41.27.51 / info@carrefourdescultures.org

QUELS DROITS FACE À LA POLICE ?

Rencontre avec Mathieu Beys autour de son manuel, mardi 7 octobre, 19h30, Barricade, Liège

Barricade, rue Pierreuse 21 à 4000 Liège / Entrée libre



Scénario: Alain Wuiltoz / Dessin: Pierre Lecomte

Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire.

Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

SOUTENEZ NOUS ! ABONNEZ-VOUS ! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL*

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

BELGIQUE

- Personnes
> Abonnement simple
 18 euros
> Formule de soutien**
 30 euros 50 euros Plus

ORGANISATIONS

- > Abonnement simple
 40 euros
> Formule de soutien**
 60 euros 80 euros Plus

Nom*** _____
Prénom*** _____
Rue*** _____
Numéro _____
Code postal _____
Ville*** _____
Pays*** _____
Email _____
Tel _____

- * Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement
** Abonnement simple + Don
*** Remplir EN LETTRES MAJUSCULES

FRANCE

- Personnes
> Abonnement simple
 24 euros
> Formule de soutien**
 30 euros 50 euros Plus

ORGANISATIONS

- > Abonnement simple
 44 euros
> Formule de soutien**
 60 euros 80 euros Plus

A retourner à :
Kairos asbl, rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte :
523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324
BIC TRIOBEBB

Merci de mettre le nom et l'adresse de l'abonné en communication de votre virement

Renseignements
Tél. (00 32) 485/057 744
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

Chèques non acceptés en Belgique